MINISTÈRE DES COLONIES

INSPECTION DES COLONIES

COLONIE
de
SAINT-PIERRE & MIQUELON

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Egalité - Fraternité.

MISSION 1930
-----o-----

M. GAYET, Inspecteur de 2ème classe des Colonies,
Chef de Mission.

- 1 - Régime des alcools.
- 2 - Importation des alcools.
- 3 - Répartition.
- 4 - Service des DOUANES
- 5 - Situation II - COMMERCE DES ALCOLS.
- 6 - Situation internationale.

I - SERVICE DES ALCOLS A ST-PIERRE.

RAPPORT fait par M. GAYET, Inspecteur de 2ème classe des Colonies,
concernant la vérification de M. LAURELLI, Contrôleur de 2ème
classe des Douanes, Chef du Service des Douanes, à Saint-Pierre
à l'époque du 29 Novembre 1930, et explications fournies par ce
fonctionnaire sur les résultats de sa vérification.

FAITS CONSTATES PAR LA VERIFICATION
et
OBSERVATIONS DE L'INSPECTEUR DES COLONIES

-----oOo-----

Le présent rapport fait suite à un rapport en date du 17 Novembre sur l'organisation du Service des Douanes à Saint-Pierre et Miquelon.

Nous étudierons ici le commerce des alcools, qui, depuis la loi américaine de prohibition (Vollstead act de 1919), assure la prospérité économique et financière de notre petit archipel.

- 1 - Régime des alcools.
- 2 - Importation des alcools.
- 3 - Exportation.
- 4 - Taxation fiscale.
- 5 - Facilités douanières locales.
- 6 - Situation internationale.

I - REGIME DES ALCOOLS A ST-PIERRE.

La loi du 11 Novembre 1912 classant St-Pierre dans les colonies non assimilées au point de vue douanier et le décret d'application en date du 23 Avril 1914, ont voulu assurer à la Colonie, dépourvue de ressources propres, à l'exception de la pêche maritime, un régime douanier libéral, à faible taxation. La modicité des tarifs a été encore augmentée par la dévaluation du franc pendant et après la guerre. L'organisation de fait d'une sorte de port franc est ici justifiée par la nécessité de permettre à la population de vivre à bon compte et de faire du commerce avec les vastes territoires voisins: Terre-Neuve, le Canada et les Etats-Unis.

On trouve du reste de nombreuses possessions étrangères ayant une semblable situation économique (Rhodes, Italien, Curaçao, hollandais, Macao, portugais, Fernandolo, espagnol, et

l'imposante série des escales stratégiques et économiques de l'Empire anglais.

Seules des conventions internationales peuvent diminuer la liberté douanière et commerciale des territoires que leur situation géographique et les conditions économiques appellent à devenir des postes de transit naturel. Comme exemple on peut citer la Convention de Genève de 1925 sur le commerce des stupéfiants, promulguée à Saint-Pierre le 7 Décembre 1928, et rigoureusement exécutée.

Aucune convention diplomatique n'a apporté, en ce qui concerne les alcools, des limitations à la liberté commerciale. Dans la Métropole, on en trouve cependant des exemples anciens dans les conventions bilatérales des 19 Octobre 1901, avec l'Allemagne, et 10 Décembre 1902, avec le Luxembourg, subordonnant la décharge des droits sur les spiritueux exportés à l'attestation officielle que ces spiritueux ont été régulièrement déclarés dans le pays importateur.

La convention franco américaine, relative au commerce des alcools du 30 Juin 1924, rendue applicable par décret du 2 Avril 1927, mais dont je n'ai pu trouver la promulgation à Saint Pierre, vise uniquement le contrôle des alcools qui se trouvent sur les navires français, même en dehors des eaux territoriales des Etats Unis.

Prière de préciser si ce texte a été promulgué: il peut intéresser les quelques navires français immatriculés ici et qui se livrent à la fraude.

En définitive, vu l'absence de toute convention diplomatique, le droit commun qui consiste dans la liberté d'importer et d'exporter des alcools, est applicable à Saint-Pierre.

La législation intérieure sur le régime des alcools à Saint-Pierre et Miquelon reste rudimentaire. Le service des Contributions Indirectes n'a jamais été institué, mais conformément aux règlements généraux sur le Service des Douanes aux colonies, ce dernier service en est chargé expressément. Malgré les recher-

3 ches faites sur ma demande on n'a pu me produire jusqu'à ce jour une réglementation applicable dans la colonie à la fabrication, à la vente et au débit des boissons alcooliques.

Les seuls textes appliqués sont des tarifs fiscaux assujettissant les alcools importés à des taxes. Une série d'arrêtés ont fixé le régime des débits de boissons: soit au point de vue fiscal, (tarif de licence, arrêté 22 Novembre 1929), soit au point de vue de la police de la ville, (arrêté 6 Mai 1925) et de l'application de la loi sur l'ivresse publique (loi du 1er Octobre 1917). Les marchands en gros d'alcool sont soumis à une licence spéciale variant de 500 à 2.000 frs.

4 Les lois fondamentales sur les contributions indirectes et sur le régime des alcools dans la Métropole, en date des 18 Avril 1816 et 28 Février 1872, qui astreignent les fabricants et les commerçants à la déclaration préalable et au contrôle permanent des agents des contributions indirectes ne paraissent pas applicables ici. Cette lacune me semble pourtant étonnante en raison de la masse des textes promulgués ici.

Par suite, en 1927, le projet de création d'une distillerie de grain à Saint-Pierre, projet établi par un bootlegger notable, M. MILLER, aurait pu se réaliser en toute liberté.

De même, certains commerçants de St-Pierre se livrent à des préparations d'alcools et de liqueurs. Les alcools fantaisie s'étalent avec un luxe de flaconnage et d'étiquettes aux étalages des marchands de demi-gros et détail. Leur origine est souvent douteuse: une étiquette prudente "Cet article ne peut être exporté sous peine de saisie et de poursuites" est parfois apposée sur certains cognacs fantaisie et sur des anis ou des curaçao aux marques trompeuses.

Ces opérations faites par quelques commerçants une dizaine au maximum, alors qu'il y a 72 titulaires de licences à St-Pierre, n'atteignent guère les alcools destinés aux Etats Unis, mais portent surtout sur les produits vendus à bon marché aux marins en escale ou aux gens de Terre-Neuve, qui viennent pres-

que chaque jour se ravitailler à Saint-Pierre. Les textes des lois du 1er Août 1905 sur la répression des fraudes, et des 6 Mai 1919, et 26 Mars 1930, sur la protection des appellations d'origine n'arment pas suffisamment paraît-il, le service des douanes pour intervenir. En fait aucune contravention de ce genre n'a été recherchée par le service depuis la guerre.

La réputation du port de St-Pierre n'y gagne pas et je dois signaler que de nombreux capitaines de navires et de chalutiers craignent et évitent la relâche à Saint-Pierre en raison de l'abondance, du bas prix et de la mauvaise qualité des alcools qu'y achètent les marins. En outre, à Terre-Neuve, des cas d'ivresse anormale avec crises de delirium tremens, qui auraient été provoquées par des alcools achetés à Saint-Pierre, sont relatés avec insistance.

Une saisie faite en ville par la Douane a permis de trouver des essences envoyées comme pâtes dentifrices, paraît-il, et permettant de fabriquer des sortes d'anis. Une analyse a été demandée dans la Métropole. Prière de préciser la suite donnée à ces recherches.

Le laisser faire actuel est sans doute contracté par une longue tradition et n'est peut-être contraire à aucun texte précis.

Il est de style d'indiquer dans les rapports officiels que la population st-pierraise reste sobre sous les flots d'alcools qu'elle manipule, et il est exact qu'il n'y a guère plus d'ivrognerie dans les éléments locaux que dans certains quartiers des ports métropolitains. Mais les marins en relâche atteignent ici, peut-être comme détente, après les ports secs ou demi secs qu'ils viennent de fréquenter, des records d'ivrognerie. Sans doute les 4 cafés de St-Pierre appliquent le règlement du 6 Mai 1925, remanié en dernier lieu le 14 Novembre 1930, mais la vente des alcools se fait ouvertement chez les trop nombreux restaurateurs, et même chez les marchands d'alcool à emporter.

Le nombre des licences de 4ème et 5ème classes, est nettement excessif, vu l'habitude des marins étrangers de boire à la bouteille, n'importe où.

En résumé, la réglementation intérieure de l'alcool à St-Pierre me paraît défectueuse et mériterait divers redressements d'ailleurs très difficiles à faire accepter par la population:

- 1° Interdiction de fabriquer des boissons alcooliques.
- 2° Protection des marques d'origine françaises et étrangères (loi de 1930).
- 3° Réveil du service des fraudes.
- 4° Limitation de la vente aux marins.
- 5° Diminution du nombre des licences.

Je signalerai ici l'existence d'un stock d'absinthe de 3528 litres, resté en souffrance depuis le 7 Octobre 1915 dans le magasin de la Douane. Ce stock provient des dépôts faits par les commerçants locaux, en exécution de la loi du 16 Mars 1915, interdisant la fabrication, le commerce et la consommation de l'absinthe. L'Administration locale avait envisagé d'indemniser les propriétaires (lettre au Ministre N° 458 du 9 Novembre 1917) mais le principe d'indemnités de ce genre n'a pas été admis par le Parlement français.

En 1924, la Chambre de Commerce s'était occupée de ce stock et avait fait mettre en bouteille l'absinthe qui s'évaporait en fûts. On envisageait alors l'exportation de cette absinthe. Par lettre du 8 Octobre 1926, le Gouverneur reconnaissait l'impossibilité de l'exportation de cette marchandise prohibée et prescrivait la destruction du stock. Mais rien ne fut exécuté.

Les 3.000 bouteilles embarrassent tout un coin du magasin, et la plupart, mal bouchées, ne contiennent plus, après 15 ans de stockage, qu'un liquide sans grand degré alcoolique. Il importe qu'une décision soit prise: la seule réglementaire consiste dans la destruction du stock prohibé. Peut-être la Colonie pourrait, par une subvention à la Chambre de Commerce, couvrir les frais (d'environ 1.500 frs) qui ont été exposés pour

Le stock a été détruit par le Service des Douanes le 20 Janvier 1931 suivant procès-verbal du même jour.

7

l'embouteillage. La vente en bloc du lot avec obligation immédiate d'embarquer sans aucune manipulation ou triage à terre, ne donnerait qu'une somme infime; si cet alcool prohibé par la loi française était saisi à l'étranger, sa provenance indiscutable d'un magasin administratif, entraînerait des complications dangereuses. J'insiste pour qu'une solution intervienne au plus tôt.

II - IMPORTATION DES ALCOOOLS.

De tout temps, Saint-Pierre a reçu des alcools étrangers concurremment avec les alcools français.

Les droits de douane du tarif métropolitain étaient appliqués aux alcools étrangers; tous les alcools payaient, quelle que soit leur provenance, une taxe de consommation établie par arrêté du 31 Décembre 1866.

Déjà, le 10 Février 1872, un arrêté décidait que: "Vu la nécessité d'assurer l'équilibre du budget du service local et le fonctionnement des divers services publics" les taxes de consommation étaient relevées. Elles prenaient un caractère différentiel par décret du 25 Septembre 1873.

Boisson venant de France, par litre à 43°	 0 f 12
Boissons étrangères	 0 f 15.

Nous verrons plus loin l'évolution de cette taxe fiscale dont l'incidence depuis 1873 s'est accrue avec modération, puis que les alcools français ou étrangers paient actuellement un droit de consommation de 100 frs par hectolitre à 89°, soit 0 f 50 par litre à 44°5 (soit quatre fois plus qu'il y a 60 ans

Le décret du Conseil d'Etat du 23 Avril 1914, fixant le nouveau tarif douanier de St-Pierre et Miquelon continue à prévoir la libre entrée de tous les alcools étrangers qui sont inscrits sous les Nos 91, et 92 du tarif spécial.

Alcools, eau-de-vie, rhum, tafia, whisky, genièvre et autres alcools par hectolitre à 89°	 50 frs
---	--------------

Liqueurs, l'hectolitre 80 frs.

Sous ce régime de liberté, maintenue constamment avant la guerre, tous les alcools rentraient donc à Saint-Pierre sans aucune prohibition quant à l'origine ou à la spécification des alcools.

C'est un décret du 8 Juillet 1919, qui, dans un but très limité, nettement indiqué dans le rapport au Président de la République, (le but de protéger la production des Antilles, et d'empêcher la fabrication de rhums en Guyane française avec des sucres étrangers) a interdit d'une façon générale dans toutes nos colonies, l'importation des sucres, des mélasses, des sirops de batterie et des alcools étrangers.

Ce texte établissait par suite, peut être sans y penser, à Saint-Pierre et Miquelon, l'interdiction d'importer les whiskys, genièvre, rhums et alcools divers, admis jusqu'à ce jour librement, alors que ces alcools allaient être recherchés par les américains, gênés par la loi de prohibition, édictée elle aussi, à la fin de la grande guerre.

Ce régime nettement exceptionnel d'interdiction des alcools étrangers dans un archipel doté de l'autonomie douanière et qui n'a pas de production locale d'alcool, a reçu, à la suite de longues études, sur lesquelles je ne m'étendrai pas, deux importantes dérogations.

Le décret du 18 Avril 1922 a autorisé l'importation à Saint-Pierre et Miquelon des whiskys et genièvres d'origine étrangère, sous réserve que la réexportation de ces alcools sur la Métropole et les colonies françaises est et demeure interdite. Ce texte a assuré la fortune de la Colonie.

Le décret du 29 Juillet 1926 autorise dans les mêmes réserves, l'importation des alcools dits trois-six, d'origine étrangère.

Ces deux décrets ont été pris, suivant une formule assez rare en législation coloniale, le Conseil des Ministres entendu.

Depuis lors, des demandes réitérées ont été formulées par l'Administration locale, sur les demandes pressantes des importateurs et de la Chambre de Commerce pour obtenir une autre dérogation en faveur des rhums Demerara.

8 Les rhums fabriqués en Guyane anglaise, avec un contrôle étroit de l'administration locale, sont d'un degré alcoolique très élevé, 78°, au lieu de 48°, pour nos rhums des Antilles, et d'un aspect brunâtre caractéristique. Ils sont recherchés par la clientèle américaine pour la fabrication des cocktails, alors que, d'après les thèses maintes fois exposées à Saint-Pierre, le rhum des Antilles ne trouve pas de débouché.

9 Je signalerai cependant que des cargaisons appréciables de rhum Martinique, d'origine certifiée par le Consul de France à Glasgow, ont été importées par les maisons anglaises ou canadiennes de bootlegging, notamment en Août 1929, 987 caisses, et en Octobre 1930. Prière de préciser la quantité importée à cette dernière date.

Les rhums martiniquais importés par Glasgow ont été acceptés sans droit de douane, l'origine Martinique étant largement étalée sur les caisses et sur les bouteilles. Mais il reste difficile de savoir si nos rhums coloniaux sont aisément vendus par la contrebande; aussi les vœux en faveur du rhum de Demerara continuent à être émis par la Chambre de Commerce.

En droit, rien ne s'oppose à une nouvelle dérogation à l'interdiction très particulière édictée en 1929. En fait, il serait, à mon avis impolitique de prendre une mesure officielle favorisant encore le trafic des fraudeurs, trafic, dont le développement très rapide, assure une large prospérité au pays.

10 Signalons dans ce sens, le rejet d'une demande de dérogation formulée en faveur des vodka polonais (Dépêche ministérielle N° 1855, du 6 Novembre 1930) et lettre du Gouverneur N° 432, du 18 Novembre 1930, à M. le Comte SWIEGKOWSKY à Montréal.

La question des rhums Demerara vient d'être soulevée à nouveau en Octobre 1930, en notre présence dans une séance spéciale de la Chambre de Commerce à laquelle j'ai estimé devoir assister, lors de l'entrée d'un contingent de rhum cubain fixé à 93.340 litres de rhum, soit 48.672 litres d'alcool pur.

Le débarquement le deux Octobre 1930, de 44.468 litres d'alcool pur, envoyé par la Maison BACCARDI, qui s'est trouvée ainsi monopoliser les 95 % du contingent prévu par la Convention franco-cubaine du 6 Novembre 1929, n'a pas été sans surprendre le commerce local, (V. lettre N° 495 du Gouverneur en date du 9 Décembre 1929).

Cette opération a profité en fait, uniquement à une maison cubaine et à une société canadienne de bootlegging (Câblogramme ministériel N° 30 du 11 Septembre 1930). La Convention de 1929 étant valable pour 3 ans, et pouvant être prorogée, l'exercice de ce fructueux privilège a donné lieu et donnera encore lieu, sur place à des commentaires désobligeants pour les autorités métropolitaines.

Il est de mon devoir de ne pas les passer sous silence. Peut-être aurait-on évité cette apparence de privilège en répartissant le contingent, si généreusement alloué à Saint-Pierre, qui d'ailleurs ignorait tout de l'affaire, entre les maisons de la place susceptibles d'acheter ce rhum cubain.

Le tableau inséré à la page 13 du présent rapport indique le mouvement d'importation des boissons à St-Pierre depuis 1923 avec le détail des diverses espèces d'alcool.

Pendant la période 1910 à 1918, l'importation des alcools, destinés à la consommation de la population locale des pêcheurs et des marins, s'est élevée en moyenne à 985 hectolitres, soit la contenance de 11.000 caisses. En 1921, la fraude qui commençait à s'exercer sur les Etats Unis, uniquement avec des spiritueux français, avait déjà entraîné un relèvement sensible des importations d'alcool, 38.700 caisses. Après le décret du

COLONIE DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON

-----oOo-----

IMPORTATION DES BOISSONS DE 1923 à 1930

(en litres)

	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930 au 31 Août
VINS ordinaires	535.337	421.725	382.740	294.469	280.729	425.761	375.888	120.414
VINS mousseux de champagne et autres	465.492	385.768	124.238	121.333	104.366	85.494	251.267	153.718
de liqueurs, vins artificiels et autres vins fabriqués	85.851	148.624	71.595	69.292	68.693	84.377	58.192	65.384
BIERE	82.761	223.102	37.338	26.776	52.031	28.317	60.445	37.162
(Eaux de vie	32.342	57.605	27.352	165.546	106.205	108.110	90.938	115.070
ALCOOLS Rhums	143.396	37.797	81.226	58.537	50.535	71.569	23.356	54.770
ET Genièvres	130.500	190.598	150.756	132.860	269.438	427.020	260.735	317.875
EAUX DE VIE. Alcools, dits 3/6	32.359	47.158	96.080	531.641	1.330.140	335.980	266.980	137.767
Whiskys	3.853.985	3.223.609	2.370.942	1.245.807	3.238.586	4.061.523	5.804.872	5.289.920
Liqueurs	119.234	394.410	143.649	90.119	87.167	130.925	165.945	76.942

18 Avril 1922, autorisant les entrées de whiskys, les importations s'élevèrent en 1922 à 123.600 caisses, en 1923, à 435.700 caisses. (Elles dépassent actuellement un million de caisses par an).

Après un fléchissement en 1925 et 1926 l'importation reprend à partir de 1927 et les whiskys dominent de plus en plus l'ensemble du trafic. Descendus de 3.853.985 litres en 1923 à 1.245.807 litres en 1926, les whiskys atteignent à l'importation:

5.238.586 litres en 1927,

4.061.523 litres en 1928,

5.804.872 litres en 1929,

5.289.920 litres au 30 Août 1930.

au 30 Novembre 1930.

Les whiskys viennent surtout du Canada, soit des distilleries de l'Ontario et de la Province de Québec, soit même de Vancouver, et sont de la catégorie des "rye whisky" titrant 50°, alors que les whiskys écossais ne titrent que 45°. La fermeture des frontières terrestres entre les Etats Unis et le Canada au trafic de l'alcool, a fait augmenter le trafic des rye whiskys canadiens, via St-Pierre. Nous reviendrons plus loin sur cette évolution des routes de fraude.

Si l'on se place au point de vue métropolitain, qui n'est pas négligeable ici, car la France ne peut couvrir de son pavillon le trafic des alcools qu'en raison de sa qualité de principale productrice de vins et d'alcool dans le monde, on peut déplorer que la vente des produits français n'ait pas suivi un essor parallèle à la vente des whiskys.

Les champagnes et vins mousseux maintiennent difficilement leur chiffre d'importations: 1 million de litres en 1923 415.000 litres en 1926, 510.000 litres en 1928, 626.000 litres en 1929. Cette désaffection proviendrait du prix de vente de la bouteille de champagne aux Etats Unis, prix beaucoup plus élevé que celui de la bouteille d'alcool, alors que l'

efficacité, si l'on peu dire, est moindre pour les buveurs.

Les eaux de vie ont un marché très irrégulier, ainsi que les liqueurs (qui sont généralement françaises). Au total, 200.000 litres en 1925, 116.000 litres en 1926, 158.000 litres en 1928, 228.000 litres en 1929.

On peut donc admettre que les produits français entrant dans le trafic des spiritueux avec les Etats Unis, représentent en volume un dixième environ du mouvement de bootlegging, via St-Pierre. Si fâcheux au point de vue de la production française, que puisse être ce rôle effacé, il semble difficile en droit et en fait de favoriser nos exportations dans des organisations de contrebande. Sans doute le tarif douanier infime laisse peser à peu près les mêmes charges à l'entrée à Saint-Pierre sur les alcools étrangers et français: nous verrons en étudiant le régime fiscal, que, si des mesures étaient exigées par les Etats Unis, le redressement du tarif douanier sur les alcools étrangers pourrait favoriser un peu les alcools français. Mais ce sont des mesures de pis aller, qui risquent, en voulant réglementer un trafic des plus fragiles, de l'éloigner et de le faire disparaître tout à fait.

Le tableau inséré à la page 14 décompose le commerce d'importation des boissons en quantité et en valeur, en précisant l'origine française ou étrangère des vins et spiritueux. Le pourcentage en litres des importations françaises apparaît légèrement augmenté en 1929: 979.000 litres de France contre 6.427.137 litres de l'étranger; ceci provient de l'incorporation de 252.926 litres de vins en fûts de qualité courante, qui sont uniquement destinés à la consommation locale.

Par contre, en valeur, les 9.992.000 F. d'importations françaises restent très inférieures aux 150.726.000 Frs d'importations étrangères.

IMPORTATION DE BOISSONS EN 1929

(en litres)

Désignation des marchandises	De France		De l'étranger	
	quantités	valeurs	quantités	valeurs
Vins ordinaires { en fûts	252.926	758.772	116.654	466.616
{ en bouteilles	6.308	126.160	-	-
Vins mousseux { Champagne ..	230.455	4.609.100	-	-
{ autres	20.812	312.180	-	-
Vins de liqueurs	50.373	352.611	7.819	78.190
Vinaigres en fûts	10.778	21.556	-	-
Cidres	15.531	31.062	-	-
Bière en bouteilles	27.160	135.800	33.285	266.280
Eaux de vie { en fûts	32.953	328.285	-	-
{ en bouteilles .	57.985	579.850	1.979.503	49.487.575
Rhums { en fûts	581	4.648	-	-
{ en bouteilles	22.775	182.200	-	-
Genièvres en bouteilles	-	-	260.755	5.215.100
Whiskys { en fûts	5.860	36.000	612.110	15.302.750
{ en bouteilles	69.431	694.310	3.398.681	79.635.425
Liqueurs { plus de 25°	144.105	1.729.260	18.330	274.950
{ moins de 25°	3.510	35.100	-	-
Eaux minérales	27.557	55.114	-	-
	979.100	9.992.008	6.427.137	150.726.886

En 1929, ces importations d'alcool étranger venaient:

du Canada pour 94.636.240 Frs.

de l'Angleterre pour 49.487.575 Frs.

de divers pays pour 6.603.071 Frs.

Comment s'effectuent ces importations?

Le plus ouvertement du monde.

1° Par des vapeurs d'un millier de tonneaux venant surtout de Glasgow (une vingtaine par an) et qui transportent avec les whiskys écossais, la plupart des importations françaises: champagne, cognac, rhums et liqueurs, dont les marques sont des plus connues et dont l'origine française est admise par la douane très libéralement.

2° Par des vapeurs venant surtout de Montréal 4 à 5 fois par mois, d'avril à Décembre; le trafic étant arrêté les autres mois par la gelée du St-Laurent. C'est la voie normale de ravitaillement des magasins des bootleggers.

3° Nous signalerons spécialement les arrivages récents de whiskys par les navires à moteur de près de 10.000 tonneaux allant de Vancouver en Europe, avec des chargements de bois et d'alcool, via Los Angeles, Panama, Jamaïque, Bermudes et St-Pierre.

Une lettre de M. SUZOR, Consul de France à Vancouver, en date du 8 Septembre 1930, transmise par le Département des Affaires Etrangères, attribue en se basant sur les seuls chiffres du mois de Juillet 1929 et Juillet 1930, une importance excessive au trafic effectué par cette voie. Trafic qui, contournant toutes les côtes américaines du Pacifique et de l'Atlantique, est peut-être très important au départ mais est assez modeste à l'arrivée au port de Saint-Pierre, qui est le dernier des ports de fraude pour ce parcours étrange.

En 1928 et 1929, un seul navire est venu de Vancouver à Saint-Pierre avec 12.000 caisses et 906 barils. En 1930, 4 navires sont venus apportant 66.000 caisses et 972 fûts de whiskys.

Il serait utile que toutes précisions soient adressées par la même voie à M. le Consul de France à Vancouver qui pourrait ainsi se rendre un compte plus exact du trafic en-

tre Vancouver et Saint-Pierre.

Les questions relatives au mouvement de la navigation, aux frêts et à la création d'une ligne trimestrielle de cargos entre Bordeaux, St-Malo, Glasgow et St-Pierre ont été étudiées dans le rapport sur les transports maritimes.

Aucun trafic appréciable ne se fait par la ligne postale de la compagnie transatlantique via Halifax et par la ligne postale de la compagnie FARQUHAR. Les transbordements d'alcool à Halifax pourraient se faire mais une caution de 40 dollars par caisse est exigée et les formalités douanières découragent tout transit.

Nous examinerons plus loin au chapitre V "Facilités douanières" les conditions de délivrance des certificats de débarquement aux importateurs, les réadmissions en franchise de certaines cargaisons d'alcool et le magasinage des spiritueux.

III - EXPORTATION DES ALCOOLS

On peut évaluer très approximativement, à un dixième environ des importations de la Métropole, c'est-à-dire un centième de l'importation totale, la consommation locale des alcools et spiritueux, soit par les habitants, soit par les marins et pêcheurs en escale, soit par les villages voisins de Terre-Neuve.

Plus vague, mais plus modeste encore est la quantité d'alcool exportée en fraude sur les ports du Canada, notamment ceux du Nouveau Brunswick, et de la Nouvelle Ecosse. Cette dernière province totalement sèche jusqu'en Juillet 1930, est passée au régime de la commission des liqueurs, c'est-à-dire à la vente réglementée par l'Etat lui-même, mais à des prix fort élevés, que nous examinerons plus loin et qui laissent aux fraudeurs de belles marges de bénéfice. Mais l'exiguité des centres de consommation d'alcool dans ces provinces peu peuplées, où la police et la douane paraissent

intègres, limite ces exportations. Un navire de fraude armé par un notable commerçant st-pierrais, vient d'être saisi à faire ce trafic dans la péninsule de Caspé. La douane locale en a-t-elle été avisée officiellement?

Le grand courant des exportations d'alcool est dirigé ouvertement vers les Etats Unis, sur le secteur côtier de Boston, Providence et New York. Les destinations officielles déclarées par les navires fraudeurs sont la haute mer ou les Bermudes. New York est à 900 milles de St-Pierre. Les Bermudes à 603 milles de New-York.

Le système d'abord adopté de navires fraudeurs d'environ 1000 tonneaux stationnant en haute mer, en face des côtes américaines, avec de gros chargements d'alcool, aurait paraît-il disparu à la suite des pillages nombreux (notamment celui du Mulhouse, vapeur de la Morue Française, pillé en haute mer), voir rapports N° 1 cf. et 14 cf. du Gouverneur, 23 Janvier 1924, et 26 Octobre 1924.) et surtout à la suite de l'extension de la police des gardes côtes de la prohibition. Quelques voiliers (une dizaine par an) partent encore avec des chargements pour la haute mer, ces chargements à en juger par les nombreuses marchandises admises en franchise en retour, ne paraissent pas s'écouler aisément.

Depuis 3 ans environ, plus de 9 dixièmes des exportations d'alcool sur les Etats Unis, sont assurés par une véritable flottille spéciale de vedettes à moteur, dite "rum-runner", du modèle des chasseurs de sous marins. L'effectif de cette flotte est d'environ 40 vedettes, presque toutes armées en Nouvelle-Ecosse - (4 seulement sont françaises, immatriculées à Saint-Pierre: "OUI-OUI", "MERTMUZEL", "LEON JUIN", "EMMA HELENE".

Le tonnage des vedettes s'échelonne de 30 à 100 tonneaux celles du modèle le plus courant jaugeant 60 tonneaux, ont des moteurs semi-DIESEL, de 300 chevaux, filent 12 noeuds,

et peuvent porter 4.000 caisses; équipage de 11 à 12 hommes, dont un capitaine, un subrécargue, et un opérateur de T.S.F. avec radiogoniomètre. On ne compte guère plus d'une vingtaine de français embarqués sur les vedettes.

Les vedettes arrivent sur lest généralement à la pleine lune, restent à St-Pierre de 2 à 5 jours pour charger et partent vers les côtes américaines en obéissant à des ordres secrets, remis à St-Pierre ou émis le plus souvent par des postes américains de T.S.F. Certaines débarquent leur cargaison à terre de nuit, on dit même en plein port de New-York, ou de Providence, avec de nombreuses complicités; d'autres transbordent près des côtes sur des vedettes plus rapides. Après le déchargement, souvent retardé, ou empêché par divers incidents, les vedettes reviennent à leur port de Nouvelle Ecosse pour reposer les équipages et faire le plein de mazout avant de recommencer un voyage.

La statistique de la navigation ne fait pas état des navires fraudeurs, pour éviter des demandes de renseignements des Etats Unis; j'ai suggéré, dans le rapport sur la Douane, de publier une statistique officiellement limitée aux navires de plus de 100 tonneaux, ce qui exclura, en fait, les fraudeurs et laissera une publication traditionnelle son caractère de sincérité, du moins partielle.

On relève, au registre des manifestes de la Douane, les entrées ci-après (suivies de sorties à bref délai):

1er trimestre 1930 :	64 vedettes
2ème trimestre 1930 :	94 -
3ème trimestre 1930 :	111 -
Total :	269 -

sur ces 269 entrées, 264 étaient sous pavillon anglais (Canada ou Terre-Neuve) 1 sous pavillon américain, 4 sous pavillon français.

Donc la fraude est faite presque uniquement par des navires étrangers. Les capitaines obéissent à des commerçants qui sont également des étrangers.

La constatation faite le 10 Août 1927 par M. Charles EVERY, Assistant Secretary of U.S.A. Treasury, dans une lettre officielle, est plus encore qu'à cette époque, parfaitement exacte en 1930.

"Je sais que ce sont surtout des contrebandiers américains qui s'occupent de ce commerce; que les spiritueux passés clandestinement ne sont pas de fabrication française, et que les navires engagés dans ce commerce, pour la plupart battent le pavillon américain ou britannique. Nous comprenons très bien que ce commerce n'est pas un trafic dans lequel des citoyens français sont engagés et duquel ils retirent un bénéfice".

Cette dernière affirmation bienveillante du négociateur américain n'est pas aussi exacte que les trois précédentes. Sans doute il apparaît de conversations assez imprécises que la concentration du mouvement de bootlegging au Nord-Est des Etats-Unis s'était effectuée par un groupe américain-canadien dirigé par un Mr BRAUNTMANN, dont les quartiers généraux seraient à Montréal.

Sans doute, toutes les importations et exportations d'alcool à Saint-Pierre et les mouvements de vedettes obéissent à des directions homogènes secrètes et lointaines. Mais, à considérer les réalités apparentes, les navires fraudeurs appartiennent à des personnes très différentes, les marchandises sont reçues et expédiées par des commerçants distincts, les docks et magasins d'alcool sont loués et gérés sous plusieurs titres.

En prenant les déclarations d'importation, voici quels sont les principaux commerçants d'alcool à Saint-Pierre, avec le pourcentage approximatif de leur chiffre d'affaires:

Sociétés essentiellement étrangères:

NORTHERN EXPORT	40 %
CONSOLIDATED TREADERS	10 %
CONSOLIDATED EXPORTERS	10 %
GREAT WEST WINE	5 %
AMERICAN HOUSE	5 %
NATIONAL DISTILLERIES	5 %

Commerçants français:

M. CHARTIER	15 %
MORUE FRANCAISE	5 %
M. MORAZE	5 %

Les 6 sociétés qui sont ouvertement sous l'emprise étrangère, n'ont en apparence que des capitaux infimes. Elles ne sont au fond que des maisons de consignation, évitant même de posséder des immeubles et louant à des particuliers des magasins coûteusement édifiés suivant leurs besoins.

Le stockage des alcools était évalué déjà en 1926 par le Gouverneur à 250.000 caisses environ. La capacité des vastes magasins spécialement édifiés par M.M. ROULET, MORAZE, par la MORUE FRANCAISE, ST-PIERRE SLIP AND STORES, etc... est de l'ordre de 500.000 caisses soit 50.000 hectos d'alcool en bouteilles.

Aucune statistique n'est tenue en ce qui concerne les stocks en magasin puisque, dès leur importation, ces alcools sont considérés comme en consommation libre. La comparaison des importations et des exportations laisserait apparaître des soldes assez trompeurs, vu le peu de précision des déclarations de sortie comme nous le verrons plus loin. En essayant ce pointage théorique pour les années 1926 à 1929, pour le whisky, on arrive aux existants suivants, en fin d'année en hectolitres :

	IMPORT		EXPORT		RESTE
1926	12.458	-	12.333	:	125
1927	32.385	-	26.970	:	5.415
1928	40.615	-	31.051	:	9.564
1929	58.046	-	45.911	:	12.137
Total pour 4 années					27.241

Le stock évaluable en fin 1930 dans les divers magasins serait de l'ordre de 30.000 hectos.

Les caisses débarquées sont acheminées avec une grande rapidité sur les magasins à l'aide de camionnettes automobiles et des voitures hippomobiles, qui appartiennent aux habitants. Les caisses sont ouvertes et il ne reste en magasin qu'un emballage souple en paillons et en sacs, préparé lors de l'expédition et qui est plus commode pour les débarquements frauduleux. Les bois de caisse alimentent les foyers familiaux, et sont employés à des constructions légères; le surplus est brûlé périodiquement dans un dépotoir spécial.

Le chargement des vedettes au départ est fait avec les mêmes moyens de transport, travaillant, de jour, comme de nuit, à grande vitesse. La jeunesse locale s'emploie volontiers à ce travail largement rétribué (2 dollars de jour, 3 dollars, de nuit, 1 dollar par voyage de voiture).

On peut évaluer le personnel occupé directement par le commerce de l'alcool à Saint-Pierre à environ 150 employés permanents dans les magasins et les bureaux, et environ 100 manutentionnaires sur les quais ou les voitures; le total des salaires et des locations payé par ce trafic spécial serait de l'ordre très approximatif de cinq à six millions de francs.

IV - REGIME FISCAL.

Nous avons vu que la taxe douanière sur les alcools étrangers est restée à Saint-Pierre sans aucun changement

depuis le décret du 23 Avril 1914, elle est de 50 frs par hectolitre d'alcool à 89°. Le droit est donc de 25 centimes par litre d'alcool à 44°5, degré voisin de celui du whisky écossais. Les 25 centimes de droit de douane correspondent à "un cent" de dollar: ce n'est pas cher pour un breuvage qui est vendu en moyenne 40 frs la bouteille à Saint-Pierre, 5 dollars dans les pays voisins, où fonctionne une commission des liqueurs, 8 dollars dans les villes américaines où fonctionne le bootlegging.

Mais les alcools étrangers paient en outre, à égalité cette fois avec les alcools français:

1° la taxe de consommation (Décret du 15 Décembre 1925) 100 Fr. l'hectolitre à 89°, soit le double du droit de douane.

2° l'octroi de mer (Décret du 5 Juin 1926) un franc par caisse de 12 bouteilles.

3° le droit de statistique pour le budget local (0 f 30 par caisse) et le droit sur colis pour le budget communal (0 f 20 par caisse de 12 bouteilles).

Les droits perçus sur une caisse de whisky écossais à 45°, s'établissent comme suit, pour les marques courantes:

Droit de douane	2 f 28
Taxe de consommation	4 f 55
Octroi de mer	1 f 00
Droit de statistique	0 f 30
Droit sur colis	0 f 20
Total	<u>8 f 33</u>

soit 0 f 695 par bouteille.

Pour les whiskys canadiens qui titrent 50°, le total atteint 11 f 21, par caisse, soit 0 f 934 par bouteille.

Les cognacs français à 43° paient 5 f 75 par caisse, les liqueurs françaises à 43°, 6 f 25 la caisse, soit en moyenne 0 f 50 par bouteille.

Les champagnes payent par caisse de 12 bouteilles:

Droit de consommation	8 F.
Octroi de mer	1 F.
Droit de statistique et de colis	0 f 50
	9 f 50, soit

par bouteille 0 f 80.

Le petit tableau ci-après permet de comparer l'incidence de ces taxes par rapport à la valeur de trois bouteilles type au départ d'Europe, au départ de Saint-Pierre, au Canada, à Terre-Neuve et aux Etats Unis.

Prix approximatif de la bouteille	Whisky Johnie WALKER	Brandy MARTEL X X X	Champagne Heidsieck Monopole
Départ d'Europe	25 Frs	20 Frs	20 Frs
Départ St-Pierre	40 Frs	30 Frs	30 Frs

Droits payés à l'entrée dans la Colonie	0 F 70	0 F 50	0 F 80

Droits payés en transit à Terre-Neuve	0 F 75	0 F 75	1 F 25

Vente par les Commissions de liqueurs			

Terre-Neuve	5 dol.50	5 dollars	5 dollars
Nouvelle-Ecosse	5 dol.50	4 dol.50	4 dollars
Québec			

Vente en contrebande			

Côte Est des Etats-Unis ..	9 dollars	8 dollars	10 dollars

Nous avons indiqué, à côté des taxes payées à Saint-Pierre, le montant du droit de transit qui serait payé à Terre-Neuve par ces mêmes spiritueux, s'ils employaient les facilités douanières accordées ouvertement à la contrebande de l'alcool par cette grande île qui est encore mieux placée que Saint-Pierre comme base d'opération du bootlegging et qui par son statut de Dominion, possède une autonomie absolue en matière de taxes même douanières.

Toute la tarification actuelle de Saint-Pierre est basée, en effet sur la concurrence possible du Dominion anglais voisin.

Le droit de consommation, qui constitue la charge principale des alcools qui entrent à Saint-Pierre, a été abaissé en dernier lieu en 1924 pour établir une sorte de parité:

1° avec les taxes de transit de Terre-Neuve, qui allaient être abaissées par le Revenue Act de 1925: Bières et vins, 20 cents par gallon de 4 litres 54; spiritueux, 12 cents 1/2 par gallon; alcool en bonbonne ou fûts, 5 cents par gallon. Droits de magasinage, 5 cents par caisse ou par 2 gallons.

2° avec la concurrence passagère du port d'Halifax qui avait créé des taxes modiques de transit (lettres du Gouverneur au Ministre des 6 Mai 1924 et du 26 Octobre 1924).

C'est donc sous la pression de la concurrence des autres bases de la contrebande que les droits qui se sont élevés, au début de la contrebande, de 150 frs à 600 frs par hectolitre, ont été abaissés à partir de 1924 à leur tarif actuel, de 100 frs par hectolitre; ils constituent en fait une redevance de statistique payée par les commerçants d'alcool.

La taxe de consommation était en 1919 de 150 frs par hectolitre, portée le 12 Avril 1920 à 200 frs,

le 29 Nov. à 300 frs,

le 30 Sept. 1922 à 400 frs.

abaissée le 30 Octobre 1923 à 400 frs.

le 2 Décembre 1924 à 100 frs.

Parallèlement les droits d'octroi de mer qui étaient de 4 et 6 frs par caisse en 1920 (alcools et champagne) étaient abaissés en 1924 à 1 fr. par caisse (1 fr 50 pour les liqueurs).

La position prise en 1924 par le Gouverneur de Saint-Pierre est exposée comme suit dans la lettre du 6 Mai 1924: "J'ai prié notre Consul à Saint-Jean de s'entretenir officiellement auprès du gouvernement terre-neuvien pour lui faire comprendre qu'une guerre de tarif ne peut que faire le jeu des fraudeurs et diminuer nos recettes à leur profit, que nous avons intérêt à nous entendre amicalement pour établir des taxes raisonnables à peu près identiques. J'espère arriver à mes fins". Aussi depuis 1925 aucune révision de taxe sur les alcools n'a été effectuée tant à Saint-Pierre qu'à Terre-Neuve. Le maintien de cette stabilité me paraît nécessaire et n'a pas empêché l'extension des opérations de notre archipel.

En ce qui concerne les alcools dits 3/6, dont l'entrée a été autorisée par décret du 29 Juillet 1926, mais dont le trafic reste assez limité, une pression a été ouvertement tentée en 1927 par la Northern Export, qui contrôle plus de la moitié du trafic des alcools à Saint-Pierre. Un câble du bureau directeur de la contrebande a été officiellement communiqué au Chef du Service de la Douane indiquant l'orientation possible de tout le trafic de l'alcool vers Terre-Neuve (Lettre N° 20 du 18 Mai 1927 du Gouverneur) "Nous sommes certains, disait ce câble, que si les tarifs st-pierrais étaient équivalents à ceux de Terre-Neuve, pratiquement, cela équivaudrait à l'entière main mise sur le trafic de l'alcool par Saint-Pierre".

Je ne pense pas, dans l'intérêt même du commerce saint-pierrais, qu'une main mise aussi absolue, soit juste et dési-

nable. S'il est une psychologie de la contrebande, elle doit comprendre la nécessité de répartir les risques et de ne pas constituer un trop insolent monopole.

Les calculs poussés au centime de franc qui établissent une charge plus forte à Saint-Pierre qu'à Terre-Neuve, sur les alcools, dite trois-six font certes état de l'exacte tarification de 5 cents par gallon pour ces alcools. Mais l'article 71 du Revenue Act spécifie bien que ce tarif très inférieur au tarif courant de 13 cents 1/2, ne s'applique qu'aux alcools purs en récipient de métal. Et cette clause limite déjà le trafic; en effet malgré une tendance nouvelle à employer des citernes à bord des vedettes, la presque totalité du commerce d'alcool se fait en bouteilles, prêtes à être vendues au consommateur, sans manipulations. En outre s'ajoute à la taxe de transit de 5 cents, un droit de magasinage indivisible de 5 cents par 3 gallons pour le 1er mois.

Les 3 gallons paient donc en définitive, 15 cents de transit, soit 3 fr 75 pour 9 litres.

A Saint-Pierre, d'après le calcul exposé dans la lettre du Gouverneur au Ministre N° 364, du 17 Juillet 1930, les droits qui sont proportionnés au degré alcoolique des spiritueux atteignent 1 fr 75 par litre, soit 15 fr 75 pour 9 litres. Il est sans doute paradoxal de faire payer à ces 3/6 à 96°, qui sont assez peu consommables, et qui ont une faible valeur intrinsèque, une taxe deux fois et demie plus élevée par bouteille que les whiskys de grande marque.

Aussi le commerce local et une commission de réforme fiscale siégeant en 1929, dociles aux suggestions de la contrebande, proposent d'abaisser la taxe de consommation sur les alcools de 100 frs à 2 frs (cent francs à deux francs!).

Il est vrai que M. le Gouverneur a proposé de n'abaisser le droit qu'à 10 frs.

On espérait ainsi remonter les importations de trois-

six, qui étaient de 13.304 hectolitres en 1928, 2.727 hectos en 1929, et qui atteignent 2.369 hectos pour les 11 premiers mois de 1930. Le commerce local escomptait, avec ces tarifs abaissés à presque zéro, une importation annuelle de 300.000 gallons, soit 13.000 hectolitres de trois-six et une recette fiscale d'un million de francs.

Ainsi la statistique des alcools étrangers, déjà si inquiétante et si peu avouable, avec son accroissement rapide des importations qui atteignent en 1929, 63.000 hectolitres et qui dépasseront en 1930, 90.000 hectos, serait augmentée encore de 13.000 hectolitres.

Et ceci pour une recette espérée de un million de francs alors que le régime actuel des taxes donne une plus value des droits sur les alcools, de 3.800.000 francs pour les 3 premiers trimestres de 1930 comparés à ceux de 1929.

M. le Gouverneur p.i. SAUTOT, dans sa lettre du 17 Juillet 1930, tout en exposant l'aspect commercial et local de la question, a fait de justes réserves sur l'opportunité d'une modification des tarifs, appliqués depuis 1925 en matière d'alcool et dont l'évolution était jusqu'à ce jour à peu près défendable.

Le Ministre des Colonies a bien voulu indiquer par câble N° 46 du 16 Août 1930 qu'il différerait la solution de cette question jusqu'à étude de la mission d'inspection.

J'émetts un avis nettement et entièrement défavorable à un abaissement des droits sur les alcools dits trois-six pour les raisons ci-après:

1° la pression des maisons de contrebande dans cette affaire est évidente et inacceptable pour un gouvernement français.

2° le trafic à retirer à Terre-Neuve a été très exagéré. La statistique des alcools en transit, pour l'année fiscale, finissant le 30 Juin 1929, est la suivante, (page 23 du Newfoundland Customs returns)

Alcool, 104.485 gallons, soit 4.680 hectos.

Spiritueux, 31.026 gallons, soit 1.390 hectos.

On est loin des 13.000 hectos promis.

3° En abaissant les droits établis après une sorte d'entente, avec Terre-Neuve, on inciterait ce Dominion, dont la situation financière est très gênée, à abaisser encore les tarifs de 1925. La guerre de tarif à la baisse ne profiterait qu'aux bootleggers.

4° Alors que les taxations très modiques de St-Pierre ont été violemment critiquées par les autorités américaines, notamment lors des demandes faites à Paris en 1927, l'abaissement même partiel de ces droits de 100 frs à deux francs, ou même de 100 à 10 frs, constituerait une provocation maldroite.

5° Il y a des inconvénients d'équilibre à ce que tout trafic de spiritueux cesse à Terre-Neuve, laissant à Saint-Pierre le seul point de ravitaillement des contrebandiers dans la partie de l'Atlantique qui est au Nord de New-York (les Bermudes étant au Sud-Est).

6° Le bénéfice se réduirait à quelques trois ou quatre cent mille francs pour le Trésor, augmentant d'un vingtième à peine les ressources tirées de l'alcool. Le mouvement de manipulation et de magasinage laisserait une somme encore plus faible à la population, car il s'agit de liquides manipulés en fût à peu de frais.

Rien ne saurait par contre justifier une nouvelle mesure de bienveillance pour les bootleggers, qui jouissent comme nous allons le voir d'un régime des plus libéral dans le Port de Saint-Pierre.

V - FACILITES DOUANIERES

Dans la lettre du 17 Juillet 1930, M. le Gouverneur p.i SAUTOT, exposait que la caisse de whisky paie seulement

6 f 50 de droits à Terre-Neuve, alors qu'elle en paie chez nous 8 f 33, s'il s'agit de whiskys écossais, 11 f 21, s'il s'agit de whiskys canadiens, mais que cette différence compense sensiblement pour le commerce des alcools: "le désavantage de la main-d'oeuvre, du ravitaillement des navires en provision de bord et des formalités douanières qu'il rencontre dans le port anglais voisin".

13
Sur ces trois facteurs, le dernier seul me paraît déterminant. La main-d'oeuvre est, au moins pendant la crise économique actuelle, plus abondante et moins chère à Terre-Neuve qu'à Saint-Pierre, et ceci est démontré par l'afflux de manoeuvres et de domestiques de Terre-Neuve, sans aucun mouvement dans l'autre sens. Le ravitaillement des navires est peut-être un peu meilleur marché à Saint-Pierre, grâce à l'absence ou à la modicité des impôts, mais la plus grosse partie des denrées de consommation ont déjà été achetées à Terre-Neuve ou au Canada, au prix du marché intérieur, et, sur ces prix d'achat, les commerçants st-pierrais font des bénéfices indiscutables.

Restent donc en faveur de Saint-Pierre les facilités douanières ou, si l'on veut, l'absence des formalités douanières qui sont si gênantes dans les ports canadiens ou terre-neuviens. Il est normal, que dans un port comme St-Pierre qui est naturellement voué à faire un commerce de transit, et qui a toutes les caractéristiques d'un port franc, grâce à la modération de ses tarifs, l'Administration douanière évite d'être tracassière, hostile au commerce et éprise de vaines formalités.

La thèse de l'Administration locale a été maintes fois exposée dans les rapports au Ministre, notamment N° 14 cf. du 26 Octobre 1924, N° 9 cf. du 30 Novembre 1927, 23 cf. du 19 Juillet 1928 et dans une lettre du 17 Août 1929, à M. l'Ambassadeur de France à Washington.

Elle consiste à déclarer que toutes les marchandises (alcools compris) débarquées dans la Colonie sont soumises aux droits prévus aux tarifs et sont considérées comme destinées à la consommation locale. Aucun transit ou entrepôt n'est organisé, ni à terre, ni dans les eaux territoriales, et sur ce point la vigilance du service des douanes en 1927 et 1928, est indiscutable et a été longuement exposée au Département.

A la sortie, aucune taxe n'existe et les navires venus à Saint-Pierre en relâche pour se ravitailler (et il est d'usage de noter que beaucoup repartent sur les bancs de pêche de Terre-Neuve) ne sont soumis à aucune formalité au départ. Les navires sont libres ensuite de faire ce qu'ils veulent de leur cargaison, sans que la douane locale ait à s'en occuper de leur commerce maritime.

M. le Gouverneur JUVANON, dans le rapport au Ministre du 19 Juillet 1928, précisait ainsi la thèse de la libre pratique dans le port de Saint-Pierre pour les navires étrangers, dans la conclusion suivante; qui vue de la Colonie, peut paraître exacte.

"En résumé, ainsi que vous l'avez affirmé, le Gouvernement des Etats Unis commet une erreur, quant il croit que des facilités sont accordées aux bootleggers dans la Colonie que j'ai l'honneur d'administrer et dans le port de Saint-Pierre en particulier.

Avec mes prédécesseurs, je ne puis que répéter que le commerce des alcools s'exerce ici aussi licitement que tout autre commerce et que nos files ne servent aucunement de base aux opérations qui motivent la lettre de son Excellence l'Ambassadeur des Etats-Unis".

Cette conclusion ne serait sans doute pas aisément acceptée par le Service de la prohibition aux Etats-Unis, qui aurait pu en 1929, constater et même empêcher l'entrée de

6.300.000 litres d'alcool venant de notre archipel aux Etats Unis.

Quoique, en droit, la thèse française et la position prise par le service des douanes de Saint-Pierre paraissent très régulières, il n'est pas inutile de rechercher quelles sont les facilités qu'un observateur américain hostile pourrait considérer comme trop favorables au commerce des alcools de contrebande. Connaissant ces critiques, il est plus facile d'analyser les motifs valables de conserver ou de modifier les pratiques locales.

1° Entrée des navires chargés d'alcool.

Tout d'abord à l'entrée, la Douane locale doit reconnaître les cargaisons et les manifestes d'arrivée des navires chargés de liqueurs. Cette opération sanctionnée par la liquidation des droits, paraît être faite très régulièrement d'après les pointages effectués. Nous n'avons rien à relever en ce qui concerne le classement des liquides, de leur degré alcoolique, des contenances des caisses, tous éléments qui varient suivant les marques, alors qu'il y a une centaine de marques différentes d'alcool transitant par St-Pierre.

Suivant la doctrine établie par le service local, depuis plusieurs années, les alcools des navires en relâche, doivent être débarqués et soumis aux droits, sauf s'il s'agit de relâche forcée et pour le temps strictement nécessaire aux réparations des navires.

Les navires importateurs ont presque toujours des manifestes d'entrée certifiés, quant à l'origine des alcools par les services des douanes de France, de Glasgow ou du Canada. Ils demandent à la douane locale des certificats de débarquement pour se mettre en règle avec les douanes d'origine et, surtout quand il s'agit du Canada, pour obtenir remboursement de la caution exigée par le service canadien lors de la sortie de l'alcool.

En 1925, ces certificats ont donné lieu, semble-t-il,

sinon à des trafics locaux, que rien n'a pu établir, du moins à des falsifications de pièces, par certains certificats ont été produits pour des marchandises qui n'étaient jamais venues à Saint-Pierre. En 1927 et 1928, les douanes canadiennes ont demandé des renseignements sur les apurements de cargaison et la douane locale les a largement renseignées.

Les certificats de débarquement sont soit issus d'un registre à souche, soit, quand il s'agit de provenance canadienne, établis au dos des imprimés spéciaux dressés par la douane canadienne au départ: ils sont tous numérotés et inscrits sur un registre ad hoc, qui paraît bien tenu.

Ils sont signés par le Chef du service des Douanes et par le Gouverneur. Le nombre des certificats enregistrés a atteint 147 en 1927, 198 en 1928, 234 en 1929, 477 en fin Novembre 1930.

La multiplication des certificats au cours de ces dernières années s'explique par la spécification de plus en plus étroite des relevés établis par la douane canadienne: nous n'avons eu l'écho d'aucune complaisance locale en ce qui concerne les certificats de débarquement. Rien n'est plus facile du reste que d'en établir de faux. La douane d'origine ne demandant pas de vérification, il n'appartient pas à la douane française de fournir de sa propre initiative des relevés de certificats qui, au fond et en droit, n'intéressent pas notre administration.

Certaines quantités d'alcool débarquées des navires sont considérées par la Douane locale comme des réadmissions et sont admises en franchise de droit. Il s'agirait d'alcool sortis par les contrebandiers et que ceux-ci n'ont pu écouler: ils les ramènent en fin de voyage pour en tenter à nouveau l'écoulement.

Ces opérations d'admission en franchise, qui dépendent de la décision du seul chef du service des douanes, ont pris un développement anormal en 1930.

Le relevé d'environ 80 admissions acceptées par la douane, du 1er Janvier au 1er Novembre 1930, a été établi sur ma demande. Il intéresse un total fort important de 74.044 caisses, soit environ 740.000 litres d'alcool, un quizième environ du trafic total des alcools dans la même période. La douane se borne à percevoir les droits de statistique et de colis soit 0 f 40 à 0 f 50 par caisse, sur la certification faite par le chef du service que ces mêmes marchandises étaient déjà sorties de Saint-Pierre et avaient par suite, payés les droits de consommation et d'octroi de mer.

Réglementairement, cette réadmission en franchise est une mesure de bienveillance autorisée par l'article 384 des observations préliminaires du tarif des douanes. Mais l'article 392 du même document excepte de cette faveur les marchandises étrangères même après francisation. Sans doute ce règlement n'a, dans une Colonie à statut douanier non assimilé qu'une valeur de directive, et non une portée impérative. Mais il est certain que la réadmission constitue un gros avantage pour les navires fraudeurs qui sont ainsi certains de pouvoir faire plusieurs tentatives avec leurs cargaisons, sans avoir à payer les taxes à chaque entrée à Saint-Pierre.

Je la considère comme dangereuse, et devant être très strictement limitée, lorsqu'il s'agit de marchandises qui ne sont pas retournées par le navire qui les avait chargées et déclarées à la sortie, soit que l'on invoque un transbordement en mer, fort discutable, soit surtout s'il y a eu débarquement et transit dans les ports du Canada, où les navires fraudeurs auraient relâché. C'est ainsi que des navires qui apportent des cargaisons d'alcool qui n'ont pas encore payé les droits à Saint-Pierre rapportent en même temps des alcools non écoulés par des navires de contrebande.

En exemple 1° le "KIVIG" vapeur de charge, venant du Canada, obtient le 20 Octobre 1930 la réadmission en fran-

chise de 1.481 caisses provenant paraît-il du rum runner "YAMASKA". Or le manifeste de sortie de ce navire portait seulement: "un lot de marchandises diverses".

2° le 27 Mai 1930, la vedette de fraude qui s'appelle à ce moment "TANAGRA", ramène en franchise, 4386 caisses d'alcool, alors qu'elle était partie sous le nom d'ISABELLE H, avec un manifeste de sortie fort vague: "cargaison de spiritueux assortis".

Si le mouvement des réadmissions se généralisait il serait nécessaire, pour contrôler les propositions du chef du service des douanes, que ces décisions de bienveillance, qui ont un caractère d'exonération fiscale, soient soumises à la décision du Gouverneur. Une instruction du Chef de la Colonie, pourrait évoquer ces questions, au moins pour les quantités supérieures à 1.000 caisses, qui représentent une exonération d'au moins 8.000 frs de taxes s'il s'agit de whiskys écossais.

Deux importantes affaires de réadmission ont été traitées avec l'autorisation formelle du Gouverneur. La première concerne un lot de 3.000 caisses de champagne, qui aurait été gelé en cours de transport, en avril 1929: elle avait été demandée par le représentant de la Maison Pommery, M. le comte Maxence de POLIGNAC, dont l'arrestation ultérieure, à New York, devait avoir une fâcheuse publicité dans la presse américaine. Ce champagne a été réexpédié sur France, re-travaillé sous le contrôle des Contributions Indirectes et réadmis en franchise de droit. On était bien là dans le cas prévu par l'article 382 sus-visé.

Une deuxième réadmission a été accordée le 4 Juin 1930 à M. LEGASSE, représentant de la Consolidated Exporters, pour un lot de 47.186 caisses de whiskys, "dont l'emballage ne correspondait pas au goût de la clientèle". La remise dans d'autres bouteilles doit être contrôlée par la douane canadienne. Il y a là une extension de grande bienveillance, mais

qui paraît justifiée, des principes tracés par le tarif général des douanes.

16 Il est certain que sous un régime de transit, ces marchandises auraient dû payer deux fois les taxes locales. Les tolérances actuellement pratiquées ne semblent pourtant pas en désaccord absolu avec les principes de notre législation douanière.

2° Entrée des navires fraudeurs sur lest.— La question des manifestes qui est parfaitement claire en ce qui concerne les navires importateurs est plus discutable en ce qui concerne les vedettes de fraude.

Celles-ci rentrent généralement sur lest, sauf de temps en temps, quelques lots de caisses présentés à la réadmission. Elles sont munies d'un certificat de la douane d'un port canadien en général (Halifax, Yarmouth, Lunenburg) indiquant le départ de la vedette sur lest à destination tantôt de Saint-Pierre, tantôt de Terre-Neuve, tantôt des Bermudes, tantôt simplement de la haute mer. Ce papier appelé "clearance" tient lieu de congé.

Il n'est exigé des navires sur lest, ni manifeste d'entrée, ni certificat de déchargement des cargaisons antérieures. Aucun texte ne permettrait de baser cette exigence. En effet, le décret du 4 germinal, an II, qui réglemente le manifeste d'entrée, déclare "Aucune marchandise ne sera importée par mer soit d'un port étranger, soit d'un port français sans un manifeste signé du capitaine qui exprimera la nature de la cargaison". Le savant traité des douanes de PALLAIN page 14, en déduit "qu'on ne saurait exiger un manifeste de la part du capitaine d'un bâtiment sur lest".

Quant au manifeste de sortie qui a pu être délivré à un précédent voyage à une vedette de fraude, il n'a pas à être exigé à nouveau. La loi du 5 Juillet 1836 article 2, qui a réglementé le manifeste de sortie, décide "Aucun navire français ou étranger, chargé sur lest, ne pourra sor-

tir d'un port français sans être muni d'un manifeste visé par la Douane".

Le même traité de PALLAIN en donne le commentaire suivant, page 31 : "On pourrait être tenté de voir une analogie complète entre les formalités à l'exportation et celles à l'importation. Il n'en est pas ainsi. Le manifeste d'exportation n'est autre chose qu'un papier de bord soumis, pour la police de la navigation, au visa du service des Douanes".

On ne saurait admettre, sauf convention diplomatique contraire, que la police de la navigation comprenne des mesures destinées à soutenir la législation fiscale ou prohibitionniste d'un état particulier, fort éloigné des rivages de Saint-Pierre et Miquelon.

D'ailleurs, les ports du Canada, de Terre-Neuve et des Bermudes, qui reçoivent ouvertement les navires de fraude et qui, même les arment presque entièrement, ne paraissent pas exiger les manifestes d'entrée et de sortie antérieurs à l'arrivée sur lest.

Ce n'est qu'à la suite de longues tractations avec les Etats Unis que le Canada a institué le système de la caution pour les alcools chargés au Canada, la caution n'étant remboursée que sur la certification d'un déchargement non frauduleux.

Etendre une telle exigence à Saint-Pierre, serait évidemment, provoquer des fraudes grossières et créer un mouvement des certificats de complaisance, à obtenir à Terre-Neuve ou aux Bermudes.

Mais on aboutirait en définitive à diminuer le mouvement des navires de contrebande de Saint-Pierre et à ruiner la principale ressource de notre archipel.

17 Nous avons constaté que la plupart des manifestes de sortie donnés à Saint-Pierre sont d'un vague des plus satisfaisant pour les fraudeurs: "une cargaison de spiritueux assortis" "un lot de marchandises diverses". Pourtant certains

18 fraudeurs acceptent une rédaction plus précise indiquant les quantités chargées ou bien fournissent, comme pièce jointe au manifeste, une déclaration détaillée. Cette déclaration ne paraît en tous cas indispensable, à la fois pour justifier les réadmissions et pour connaître les sortes d'alcool.

Même dans le silence de la loi de 1836, on ne pourrait empêcher les critiques acerbes de l'Amérique contre une certification donnée par une douane française pour "Un lot de marchandises diverses" couvrant 4.000 caisses de whiskys. (Incident du "METMUZEL").

19 Ne pourrait-on adopter, si ce silence un peu complice est inévitable pour soutenir le trafic local, la formule suivante "Une cargaison de spiritueux dont détail à la déclaration connexe N° X" la dite déclaration n'aurait du reste pas à être produite en aucun cas à une autorité étrangère.

Si les pratiques suivies par le Service des Douanes en matière de manifestes ne peuvent être considérées comme en violation avec nos règlements, il n'en est pas de même en ce qui concerne la police des bâtiments fraudeurs et surtout l'application des dispositions sur la marque extérieure des navires.

20 Les vedettes de fraude donnent certes au port de Saint-Pierre une animation des plus pittoresques. Elles en font résonner les échos d'appels bruyants, de jour comme de nuit; elles entrent, sortent, chargent et déchargent en entière liberté, et leurs équipages se considèrent ici comme en pays conquis. Certaines portent des noms moqueurs, comme "Doctor" ou "Phantom" la moitié environ des vedettes ne daignent pas en porter, ou le cachent sous un bout de toile clouée. Celles qui montrent un nom ont en général paraît-il, des papiers sous un autre nom. Le service des Douanes prétend s'y reconnaître.

Pourtant un décret du 17 Avril 1928, sur les marques extérieures des navires, pris en application de la loi du 17 Décembre 1916, a été promulgué le 3 Août 1929. Il reproduit du reste les mesures de police édictées par la loi du 19 Mars 1852. Il n'est pas de port, même en Chine, où les navires puissent ainsi narguer la curiosité légitime du public ou des autorités. On pourrait faire cesser je crois aisément cette tolérance contraire à des règlements formels: en prévenant à l'avance les consignataires, ils sauraient trouver le moyen de satisfaire à une loi française sans que cela gêne beaucoup leurs trafics.

24
3° Police générale et magasinage. - D'ailleurs ce semblant de publicité ne saurait aider le service de la prohibition américaine, même si ce service voulait vraiment se renseigner.

Les statistiques commerciales publiques, dont nous l'avons vu, muettes sur le mouvement des alcools, les mouvements de la navigation omettent les navires fraudeurs, les renseignements sur les transports d'alcool sont refusés avec la plus grande correction tant aux agents diplomatiques français aux Etats Unis, qu'aux agents consulaires américains au Canada.

L'entrée et la sortie de Saint-Pierre ne sont pratiquement possibles que par le bateau postal qui passe tous les 14 jours.

Une consigne sévère, et qui peut largement se justifier par la loi de réciprocité, interdit aux canadiens et aux citoyens des Etats-Unis, d'entrer sans un passeport visé. On interdirait même à des étrangers sans qu'il y ait de règlement précis sur ce point, de photographier les opérations de vedettes à Saint-Pierre.

Mais Saint-Pierre ne saurait pour cela passer pour port fermé qui ne s'ouvrirait qu'aux bootleggers comme l'a prétendu la presse de Terre-Neuve et Nouvelle-Ecosse (Hali-

fax Chronicle du 12 Janvier 1930), à la suite d'un incident lors du débarquement à Saint-Pierre, d'un détective officiel des Douanes de Terre-Neuve. Ce léger incident a été exactement mis au point par la lettre du Gouverneur au Ministre N° 458, du 6 Novembre 1929.

La police des bootleggers est du reste au moins aussi vigilante qu'une police officielle et est très au courant des mouvements, même projetés, des agents de la prohibition, qui, malgré les formalités régulières, pourraient tenter de venir secrètement à Saint-Pierre (Lettre 29 cf. du 3 Juin 1929).

En ce qui concerne la police des stocks de spiritueux, l'autorité locale a accordé toutes facilités pour la constitution des magasins d'alcool, qui sont soumis aux dispositions judiciaires de l'arrêté du 15 Novembre 1927, modifié en ce qui concerne les essences, le 30 Décembre 1929.

Le magasinage est toujours fait dans les docks privés. Prière d'indiquer qui est chargé du contrôle des magasins d'alcool, et les vérifications ou constatations qui ont pu être faites depuis 1927.

En outre le magasin de la douane peut recevoir aux termes de l'article 8 du décret du 23 Avril 1914 des marchandises en dépôt, après le délai de 8 jours prévus pour l'enlèvement normal. Les opérations faites à ce titre n'ont pris de l'importance que durant ces derniers mois: on en relevait 2 en 1926, 6 en 1927, 3 en 1928, 4 en 1929, 4 en 1930.

Il restait en souffrance lors de notre visite du magasin de la douane: 5 sacs de bouteilles de rhum de Cuba, marchandise prohibée, déposées depuis le 12 Juin 1928 (M. FOLQUET)

23 caisses de boissons non prohibées déposées le 27 Juin 1930 par M. HARDY.

100 caisses d'absinthe (prohibées) déposées le 1er Octobre 1930 par les Consolidated Traders.

26 500 caisses de whisky arrivées à ordre le 16 Octobre par le Hansi.

27 Prière de préciser la situation de ces marchandises qui doivent au bout de 2 mois être vendues au profit du budget local.

28 La rédaction de l'article 8 gagnerait à être modifiée si d'autres remaniements étaient apportés au décret douanier. Le taux de 1 % ad valorem est nettement insuffisant notamment pour le magasinage d'alcools prohibés, dont le transit par Saint-Pierre est indésirable.

Il n'y a pas eu jusqu'à ce jour d'abus notables de ce système de magasinage. Il convient de veiller à ce qu'il ne s'en crée pas en faveur des alcools prohibés.

VI - SITUATION INTERNATIONALE

Nous ne reprendrons pas ici l'exposé des revendications américaines contre l'existence d'un centre de fraude d'alcool à Saint-Pierre. Le plus grand effort a été tenté en 1927 à la suite des démarches des Etats-Unis pour arrêter la contrebande par les provinces maritimes du Canada (Nouvelle Ecosse et Nouveau Brunswick): la saisie des faux cachets du Vines (lettre du 15 Juin 1927 du Gouverneur à l'Ambassadeur à Washington), la visite en Europe du général ANDREW, chef du Service de la prohibition aux Etats-Unis, la venue de patrouilleurs américains, dans les parages de Saint-Pierre, (lettre N° 1122 A du Ministre des Affaires Etrangères) marquent une première période d'offensive qui n'aboutit à aucune modification du régime de liberté qui existe à St-Pierre.

Les demandes de renseignements adressées directement par l'Ambassadeur de France à Washington, au Gouverneur de Saint-Pierre, (câblogramme du 2 Août 1929), ont marqué une reprise de l'offensive contre le trafic de notre archipel. La dépêche ministérielle N° 87 du 20 Janvier 1930, se référant à la réponse du Département des Colonies au Département

des Affaires Etrangères, au sujet de cette démarche, précisent la position nettement défensive prise par la Métropole.

La loi de prohibition, avant et après son établissement, a suscité un grand tumulte tant en littérature, en morale, en religion qu'en droit international et en études économiques. Son application est encore plus passionnément discutée que son principe. Son maintien est une des questions fondamentales de la politique des partis républicains et démocrates de la grande République américaine.

Le New York Times du 30 Septembre 1930, rapportait le vœu suivant du parti démocratique de l'Etat de New York:

"Nous demandons la restitution à chaque Etat souverain du droit fondamental de décider lui-même si les boissons alcooliques peuvent être fabriquées vendues ou transportées dans ses frontières".

"La démocratie de l'Etat de New-York a sans cesse lutté contre la prohibition nationale qui est anti américaine, qui éloigne du respect des lois, qui est une source abondante de corruption, d'hypocrisie, de crime et de désordre".

Malgré ces discussions, la prohibition existe. Elle vient d'obtenir, à partir du 31 Mai 1930, après une longue lutte avec le gouvernement canadien divisé lui-même sur cette question, la suppression de tout permis d'exportation d'alcool du Canada aux Etats Unis (V. Rapport du Ministre de France au Canada du 19 Avril 1930).

Nous signalerons en nous basant sur ce dernier rapport, que cette victoire des Etats Unis n'est pas due uniquement à diverses pressions économiques, notamment en ce qui concerne le tarif douanier, mais aussi à l'indignation de l'opinion canadienne devant les trafics qui, surtout dans la région de Détroit, "faisaient des fonctionnaires canadiens ouvertement les complices de contrebandiers et malfaiteurs de la pire espèce".

En même temps que cet accord se concluait, la politique intérieure du Canada se faisait moins sévère pour la consommation locale des liqueurs. Le régime de l'interdiction tempérée par la fraude a été remplacé successivement dans les provinces de Québec et d'Ontario, puis dans celles du Centre et depuis le 1er Juillet 1930, dans les provinces maritimes, par le régime de la Commission des liqueurs. Dans ce régime, la province, par un service spécial à gestion financière autonome, a le monopole de l'achat et de la vente réglementée, à la bouteille seulement.

Au cours d'un rapide voyage de tourisme que j'ai pu réaliser pendant mon escale à Halifax, à Québec, Montréal, Toronto et Niagara Falls j'ai pu constater le large et facile approvisionnement des hôtels, des voyageurs et de la population, surtout en bières et vins, mais aussi en alcools de toute espèce. Les vins de marque moyenne valent environ 2 dollars la bouteille, les alcools, 3 dol.50 à 5 dollars.

Les rapports annuels très complets des commissions des liqueurs que j'ai pu parcourir montrent les avantages financiers, économiques et sociaux de ce système.

Cette vente à haut prix est largement utilisée par les consommateurs américains qui viennent boire sur place. La statistique canadienne a enregistré en 1929, 4.508.808 voitures automobiles américaines entrées "pour le tourisme". Si l'on considère, que, à l'est du Lac Supérieur où se trouvent les 9 dixièmes de la population de l'Amérique du Nord, la frontière entre le Canada et les Etats Unis, est formée de grands fleuves ou de lacs qui ne peuvent être franchis qu'en quelques rares points, ce mouvement de 12.000 automobiles de tourisme par jour laisse supposer que la recherche des bureaux de vente des liqueurs est au moins aussi attirante que celle des beaux paysages canadiens.

J'ai pu constater que les autos passent aussi aisément le pont international du Niagara qu'une porte de Paris, avec même moins de formalités qu'au temps du bulletin vert de notre octroi.

Il subsiste donc une importante exportation clandestine par petites ou moyennes quantités et surtout une large consommation au Canada par les citoyens des Etats-Unis.

La statistique canadienne indique les consommations suivantes d'alcool en gallons:

Année fiscale	Eaux-de-vie	Genièvre	Whisky	Coût en dollars
1924	176.151	202.365	681.689	20.241.418
1925	183.140	216.195	759.272	23.592.437
1926	218.119	251.969	902.942	28.339.112
1927	273.493	320.921	1.290.154	42.308.482
1928	300.109	378.248	1.442.023	47.633.962

La consommation des liqueurs par tête serait en 1928 de 2 litres 10 d'alcool, 0 l. 6 de vin, 27 litres de bière.

La vente totale des boissons alcooliques par les commissions officielles, totalise en 1928 : 107.694.384 dollars soit plus de 10 dollars par tête de canadien. La vente la plus importante est atteinte dans la province d'Ontario : 48.995.591 dollars (pour 3.271.000 habitants). Le bénéfice fiscal de ces ventes s'élève en 1928 à 78.560.504 dollars, soit 49 millions pour le Dominion, 8 millions pour Ontario, 7 millions pour Québec, etc...

Pour l'année fiscale 1929, les ventes ont atteint dans l'Ontario 55.360.569 dollars laissant un revenu net de 17.005.569 dollars au Dominion et 7.505.000 dollars au budget provincial.

Le total des spiritueux importés au Canada s'élevait en 1928 à 45 millions de dollars.

Le Canada continue à produire abondamment des whiskys et genièvres qui, s'ils ne passent plus, avec autorisation du gouvernement, la frontière américaine, viennent ouvertement en quantité croissante à Saint-Pierre pour de là repartir sur les côtes américaines.

Les résultats du 2ème semestre 1930 montrent l'augmentation de ces importations canadiennes sur Saint-Pierre. Nous avons signalé plus haut les envois vraiment étonnants de Vancouver à Saint-Pierre via Panama. Prière d'indiquer le total prévisible pour le 2ème semestre 1930 comparé à celui du 2ème semestre 1929 pour les whiskys canadiens.

Notre archipel gagne à cette augmentation de trafic, qui ne peut être ignorée par le service américain, une réputation croissante de centre principal de la fraude. Et cette réputation va bien au delà de la réalité. La lettre sus-visée de M. le Consul de France à Vancouver, reproduit l'opinion qu'il y aurait en permanence à Saint-Pierre, 10 à 20 bateaux et qu'il part 4 à 5 vedettes par jour alors qu'il n'y a jamais plus de 5 à 6 vedettes dans le port, et que les départs sont d'une vedette par jour en moyenne.

Une opinion semblable était rapportée avec plus de mesure par le Consul de France à Terre-Neuve dans sa lettre du 26 Mars 1930 au Ministre des Affaires Etrangères. La presse de Terre-Neuve estimait que:

"La difficulté sur l'ensemble de toute cette affaire est que des désagréments d'ordre international peuvent survenir et que même un casus belli est peut-être derrière ce commerce. Le Canada a sagement mis fin à une désagréable situation et Terre-Neuve serait bien avisée d'agir dans le même sens. La France refuse de considérer les demandes des Etats-Unis au sujet de Saint-Pierre, et ce dernier pays, maintenant, sera encore mis plus en évidence à la suite de la décision prise par le Canada?"

Nous avons déjà indiqué plus haut que, pour les alcools et même pour les autres spiritueux, Terre-Neuve a organisé un transit ouvert pour la contrebande américaine, avec des taxes inférieures à celles perçues à Saint-Pierre. Pourtant ce commerce ne s'est guère développé. Il était à l'importation en 1926 de 172.287 gallons de spiritueux, et de 27.500 gallons d'alcool. Il est en 1929 de 31.026 gallons de spiritueux et 104.485 gallons d'alcool dit trois-six. Depuis longtemps on agite un projet de création de port franc à Mortier Bay en face de Saint-Pierre, destiné au trafic des alcools, mais ce projet n'a pas été officiellement étudié à Terre-Neuve jusqu'à ce jour.

A côté des chiffres du transit, les importations d'alcool pour la consommation de Terre-Neuve, sont nettement exposées dans les customs returns, elles ont atteint en 1929, le chiffre très modeste de 73.000 gallons pour une population de 263.000 habitants, ce qui équivaut à un litre d'alcool par habitant, soit le tiers de ce qui est constaté dans la province d'Ontario. Il ne peut donc y avoir de fraude sur ces importations locales.

La commission de contrôle des liqueurs, qui vend moins libéralement que les commissions canadiennes, mais à un prix sensiblement égal (whisky, 5 dollars, vin moyen, 1 dollar 50), a vendu pendant l'année finissant au 31 Janvier 1930, pour 242.258 dollars de spiritueux, vins et bières. Ces ventes ont supporté 410.927 dollars de taxes diverses et ont laissé un bénéfice net de 329.514 dollars.

Le total de 740.000 dollars, constitue 7,5 % des ressources du budget de Terre Neuve pour 1929-1930 qui s'élève à 10.877.408 dollars.

Je n'ai pu recueillir de renseignements récents sur les Bermudes qui sont, au dire des bootleggers, un centre de fraude comparable à Saint-Pierre et d'ailleurs beaucoup mieux placé au point de vue de distance et du climat.

L'annuaire anglais WHITAKER donnait comme population 7.183 blancs, et 13.863 personnes de couleur en 1923. L'accroissement constaté en 1928, 15.556 blancs, et 15.328 personnes de couleur, proviendrait et de la fraude, et du développement du tourisme. Le chef-lieu Hamilton a 3.000 habitants.

Les budgets ne marquent pas aux Bermudes un développement anormal:

201.382 livres sterling en 1921,

290.236 - - - 1927,

336.870 - - - 1928.

Les importations portées aux annuaires anglais sont de 1.340.240 livres en 1921,

1.587.470 - en 1928.

Sur les Bahamas, dont le port de Nassau, se livre également à la fraude vers les Etats du Sud-Est aucun renseignement n'a pu être recueilli ici.

Il serait d'ailleurs nécessaire d'avoir au gouvernement des documents statistiques récents sur les pays voisins: un Statesman's Year Book (Mac Millan London), un annuaire Whitaker, les estimates, (Budgets) les customs returns, et les rapports des commissions des liqueurs des pays voisins. Ces documents pourraient être achetés ou obtenus par l'intermédiaire des consuls et constitueraient une documentation complète. J'ai eu beaucoup de peine à en rassembler quelques éléments dans mon voyage de tourisme à mes frais au Canada et lors de ma visite au Consul de France à Saint-Jean de Terre Neuve.

Malgré toutes les comparaisons que l'on pourra faire, avec le trafic de contrebande des autres pays voisins des Etats Unis, il subsiste le fait indiscutable que 63.000 hectolitres d'alcool sont entrés en 1929 à Saint-Pierre pour les Etats Unis, et que ce chiffre dépassera 90.000 hectolitres en 1930, soit 9.000.000 litres, près de 2 millions de gallons.

Les télégrammes de presse du 8 Octobre 1930 donnaient d'ailleurs une certaine mise au point de cette quantité de liquides en reproduisant les nouvelles de Washington:

"En dépit activité sans précédent agents prohibition production probable des boissons alcooliques aux Etats Unis, au cours année fiscale 1930, a été de 878.320.718 gallons ou approximativement de 7 gallons par personne. On estime que le Canada seul a expédié un million de gallons de liqueurs fortes aux Etats-Unis via Saint-Pierre et Miquelon".

Ce un million de gallon ne représente pas un dixième de gallon par personne aux Etats-Unis (130 millions d'habitants).

CONCLUSION

J'estime en définitive que la situation maintenue à Saint-Pierre par le Gouvernement français depuis la prohibition américaine n'est pas en opposition avec le droit international. Dans l'ensemble nos réglement de police et de douane sont appliqués aux contrebandiers avec une bienveillance certaine mais que l'on ne peut qualifier de complaisance. La contrebande a apporté une richesse inespérée au budget qui a pu réaliser des grands travaux. Si le budget était réduit à ses ressources normales, il y aurait ainsi que nous le préciserons, dans l'étude de la situation financière, un déficit minimum de 2 à 3 millions de francs.

La contrebande maintient l'activité du port dans une période de crise économique sévère et d'orientation très incertaine de la grande pêche. Au lieu d'un minimum de 3 ou 4 millions de salaires qui serait strictement indispensable au maintien de la population actuelle, les fraudeurs distribuent largement au moins 6 millions de francs de frais de manutention.

La suppression de la fraude que l'on ne peut envisager ici que comme catastrophique, mais dont se soucient fort sagement les éléments pondérés de la population, la Chambre de Commerce, les Municipalités et le Conseil d'Administration, non seulement réduirait le train de vie de Saint-Pierre et supprimerait les gros bénéficiaires, mais entraînerait un exode d'une partie de la population qui commence à dédaigner le dur métier de pêcheur.

Le budget vivrait des subventions de la Métropole.

Le maintien du statu quo me paraît donc indispensable et parfaitement justifiable, à condition de redresser quelques pratiques trop bienveillantes signalées dans le présent rapport et qui pourraient attirer une suspicion que le pavillon français ne doit pas encourir.

Par contre tout encouragement officiel par dégrèvements fiscaux, nouvelles levées de prohibition, extension des facilités douanières doit être prudemment évité. Nous laissons faire ce commerce qui n'est une fraude qu'aux yeux des Américains, mais nous ne favorisons pas ce commerce.

Comme pis aller, et pour le cas où les Etats-Unis exerceraient sur nous des pressions internationales, qui dépassent notre horizon, j'envisagerais cependant quelques solutions de transition qui ne seraient acceptables que si les autres ports de contrebande les acceptaient également:

1° toute franchise serait en tous cas laissée aux spiritueux français,

2° il serait possible de relever les droits de douane sur les alcools étrangers. Par exemple le décuplement des droits de douane sur les whiskys (passant de 50 à 500 frs) constituerait une grosse satisfaction pour la prohibition, mais il n'augmenterait les droits payés par les fraudeurs sur les whiskys écossais que de 20 frs par caisse, soit 1 fr 70 par bouteille.

Le trafic diminuerait un peu mais le budget en définitive gagnerait plus.

3° un contingent maximum d'alcools étrangers pourrait être accordé en se basant sur la moyenne des trois dernières années par exemple. La limitation à 50.000 hectos suffirait à assurer très largement la prospérité du budget et de la population.

4° le contrôle des manifestes à la sortie avec caution garantissant un débarquement non frauduleux ruinerait le trafic actuel, tout autant qu'une prohibition totale des exportations. Si on était acculé à cette extrémité, un système d'indemnité annuelle, qui existe pour la rente de l'Inde, sur le sel, pourrait être accepté.

Cinq à dix millions de francs permettraient à la Métropole de soutenir le budget et la population.

Ces suggestions ne constituent nullement des desiderata. Je souhaite que, même si la prohibition est atténuée aux Etats Unis, le commerce de Saint-Pierre continue aussi prospère, en maintenant les principes de liberté commerciale, et individuelle, et en appliquant fermement le minimum nécessaire des règlements de police et de douane.

Saint-Pierre, le 8 Décembre 1930.

L'Inspecteur des Colonies,

Signé: G. GAYET.

Une analyse a été demandée à Paris par Monsieur le Gouverneur de la Martinique. J'en ignore les résultats.

-----O-----

6 - Il y aurait lieu de fixer les attributions de services des francs actuellement inexistant, et de l'arrêter en moyen de taxes pénales.

7 - Cette décision est la seule qu'on puisse prendre en l'espèce car l'Administration ne trouvera pas régulier de loi d'abolition en question et raison de nouveauté dans lequel il se trouve.

EXPLICATIONS DU SERVICE VERIFIE

- 1 - Réponse négative.
- 2 - Exact.
- 3 - A ma connaissance, il n'en existe pas.
- 4 - Le projet en question avait été établi par mes soins à la demande du Chef de la Colonie (voir rapport N° 136 du 22 Novembre 1927 à Monsieur le Gouverneur) et des règles visant la fabrication, la vente et la circulation de l'alcool avaient été fixées. Le "Vodka" est une boisson de même espèce.
- 5 - La douane n'a jamais opéré de saisies d'essences de l'espèce. Il s'agit simplement d'un extrait dentifrice en poudre connu sous le nom d'"Anizol" fabriqué par la maison DUBOIS de Paris et importé par la Société Saint-Pierre Slips and Stores C° de Saint-Pierre.
- La notice accompagnant chaque flacon indique qu'on obtient par macération du contenu, dans un litre d'alcool, un elixir dentifrice d'un parfum exquis et possédant de grandes propriétés antiseptiques".
- Une analyse a été demandée à Paris par Monsieur le Gouverneur p.i. SAUTOT: j'en ignore les résultats.
- 6 - Il y aurait lieu de fixer les attributions de service des fraudes actuellement inexistant, et de l'armer au moyen de textes précis.
- 7 - Cette décision est la seule qu'on puisse prendre en l'espèce car l'Administration ne trouvera pas acquéreur du lot d'absinthe en question en raison du mauvais état dans lequel il se trouve.

8 - Le rhum oréginnaire de la Guyane anglaise est en effet très recherché.

9 - 130 caisses par S/S HANSI venant de Glasgow (Angleterre) (déclaration pour la consommation N° 4716 du 6 Octobre 1930).

Ces rhums ainsi que Monsieur l'Inspecteur a pu s'en rendre compte, sont toujours accompagnés de certificats délivrés par le service des douanes de Glasgow.

Il est indéniable que les rhums français se vendent très difficilement.

10 - Et pourtant le "Vodka" est une boisson de même espèce que le whisky puisqu'il s'agit d'une eau-de-vie de grain. La question mérite d'être étudiée sérieusement et tranchée une fois pour toutes.

11 - Même avis.

12 - Réponse négative, il s'agit d'un navire battant pavillon anglais (goëlette "Fanny Powell II").

13 - Il y a lieu de remarquer que la main-d'œuvre étrangère employée à Saint-Pierre est composée uniquement d'éléments provenant de la côte de Terre-Neuve voisine de Saint-Pierre (Lamaline), où le commerce et l'industrie sont pour ainsi dire inexistantes.

Quant aux denrées de consommation elles sont de beaucoup meilleur marché à St-Pierre en raison des droits infimes dont elles sont frappées à l'importation alors que ces mêmes denrées acquittent à Terre-Neuve des taxes ad valorem très élevées (Voir rapport de M. l'Inspecteur des Colonies, Chef de Mission, sur l'organisation du service des douanes à St-Pierre).

Notre Colonie reçoit par ailleurs très peu de denrées de consommation de Terre-Neuve et est presque entièrement tributaire du Canada.

14 - Les droits de statistique et de débarquement ne sont perçus que depuis mon arrivée (Juin 1927) ce qui est d'ailleurs très régulier. Antérieurement, les marchandises en retour étaient affranchies de tous droits.

Ainsi que l'a aperçu Monsieur l'Inspecteur, les observations préliminaires du tarif des douanes n'ont pas, par elles mêmes, de portée impérative; elles sont simplement destinées à servir de guide aux agents du service des douanes, le recours aux tribunaux restant toujours ouvert aux redevables (Cassation Chambre civile, 21-7-26).

Dès 1927, le régime des marchandises en retour avait attiré mon attention et en l'absence de tout texte, j'avais voulu les soumettre aux droits. D'accord avec le Chef de la Colonie de l'époque, il fut convenu qu'il y avait lieu de suivre les errements existants afin de ne pas paralyser le commerce des alcools.

Il est incontestable, ainsi que le fait ressortir Monsieur l'Inspecteur, qu'il s'agit là d'une mesure de bienveillance.

Toutefois, le service des douanes s'entoure en l'objet de toutes garanties et en cas de doute sur la régularité de l'opération refuse d'accorder le bénéfice de faveur aux boisons pour lesquelles il est demandé le retour en exemption de droits.

J'ajoute que les marchandises de cette nature sont généralement retournées par le navire qui les a prises à Saint-Pierre, et jusqu'ici aucun abus ne paraît s'être produit.

15 - Le détail des marchandises exportées figure toujours sur la déclaration d'exportation jointe au manifeste de sortie conservé au bureau.

Le lot en question était accompagné d'un certificat de la douane canadienne attestant qu'il s'agissait bien de marchandises provenant du navire "YAMASKA", chargé à St-Pierre le 11 Septembre 1930.

Le vrai nom du navire en question est "ISABEL H", c'est celui qui figure sur l'acte de nationalité. Il ne peut donc y avoir d'erreur possible, cette pièce étant toujours déposée au bureau des douanes dès l'arrivée du navire dans le port.

J'ai l'honneur de faire remarquer très respectueusement à Monsieur l'Inspecteur, que les autorisations de réadmission en franchise rentrent dans mes attributions. Elles sont données par les chefs de la visite quand les conditions réglementaires ont été remplies et les directeurs statuent dans les autres cas. Or, le décret du 2 Mars 1912 portant fixation du personnel des douanes des Colonies autres que l'Inde française et l'Indo-Chine précise bien:

1° que les chefs de service ont les mêmes attributions que les directeurs de la Métropole.

2° qu'ils reçoivent du Gouverneur, à qui elles sont données par le Ministre des Colonies, les instructions relatives à l'exécution du service; qu'ils veillent, sous leur responsabilité, à leur application.

Par ailleurs, il serait très difficile au Gouverneur de contrôler les propositions du chef de service étant donné qu'il s'agit en l'espèce d'opérations de visite.

En attendant la refonte complète de la législation douanière de la Colonie, il est préférable à mon avis, de s'en tenir au statu quo.

16 - La question est très discutable puisqu'il n'existe aucun texte précis en l'espèce.

17 - On ne peut obliger à mon avis les navires fraudeurs à lever un manifeste sur lequel figurerait le détail des marchandises exportées.

18 - Ainsi que je l'ai dit plus haut (page 39) le détail des marchandises exportées figure toujours sur la déclaration d'exportation annexée au manifeste de sortie conservé au bureau.

19 - Je crains fort que l'application du système préconisé par Monsieur l'Inspecteur, n'ait pour conséquence de provoquer une avalanche de demandes de renseignements de la part du gouvernement américain.

20 - Il est très facile au service des douanes de s'y reconnaître, puisque le vrai nom figure sur l'acte de francisation s'il s'agit d'un navire français et sur l'acte de nationalité s'il s'agit d'un navire étranger "Certificate of British Registry" en ce qui concerne les navires anglais.

21 - Je partage l'avis de Monsieur l'Inspecteur.

22 - Je l'ignore.

Depuis 1927 il n'a jamais été fait de vérifications ni de constatations; je ne connais d'ailleurs pas de textes en l'objet.

23 - Toujours en dépôt (dépôt N° 2 - 1928)

24 - Réexportées le 20 Décembre 1930.

25 - Toujours en dépôt (dépôt N° 3 - 1930)

26 - Toujours en dépôt (dépôt N° 4 - 1930)

27 - Le délai de deux mois est en général dépassé. J'attends pour faire une vente, que l'affaire contentieuse ROULET du 17 Octobre 1928, soit réglée.

28 - Même avis.

29 - D'après les renseignements qui m'ont été donnés par un capitaine de navire fraudeur, les stocks de boissons existant aux Bermudes, ne dépasseraient pas 50.000 caisses.

St-Pierre, le 20 Décembre 1930

Le Chef du Service des Douanes,

Signé: D. LAURELLI.

TRANSMISSION A MONSIEUR LE GOUVERNEUR p.i.

DES ILES ST-PIERRE ET MIQUELON 1930 et 31

-----o-----

Les réponses fournies par le Chef du Service des Douanes sur quelques points particuliers ne modifient en rien les conclusions du présent rapport sur le commerce de l'alcool à Saint-Pierre.

On ne peut suivre cette forme de commerce, qui paraît sans précédent dans notre législation, avec des tronçons d'articles des observations préliminaires du tarif général des douanes. Absence de texte impératif ne peut vouloir dire dans une colonie française, liberté de faire des choses nettement délictueuses par leur nature.

La position juridique assez forte de l'administration locale, qui a su maintenir et accroître sans incidents notables, avec l'aide du Département des Colonies, le transit fructueux de l'alcool sur les Etats Unis doit-être, à mon avis, étayée d'une position morale aussi indiscutable: il faut maintenir la libre pratique du port, qui tend à devenir un port franc, mais sans faveurs ou complaisances qui ne puissent être justifiées devant une opinion internationale impartiale.

Aussi, vu l'accroissement considérable du trafic au cours de l'année 1930, et pour éviter que cet accroissement semble obtenu grâce à des complaisances pour les bootleggers j'estime, dans l'intérêt de Saint-Pierre et de la Métropole, qu'un léger resserrement de l'action administrative en matière d'alcool, serait opportun:

1° Promulgation de la convention franco-américaine du 30 Juin 1924, après avis du Département des Colonies et de celui des Affaires Etrangères.

2° Réglementation (qui équivaldrait, dans son esprit, à une interdiction) de la fabrication locale des alcools; cette fabrication n'est en réalité qu'une sophistication des produits.

3° Charger expressément la douane du service des fraudes et de l'exécution des lois des 1er Août 1905, 6 Mai 1919 et 26 Mars 1930, promulguées mais non appliquées.

4° Limitation de la vente de l'alcool aux marins et du nombre des licences de détail.

5° Refus de toute extension des dérogations même pour les rhums Demerara et pour les vodkas.

6° Mise au point des observations transmises de Vancouver aux Affaires Etrangères sur le développement du bootlegging à Saint-Pierre.

7° Police plus stricte du port en ce qui concerne les vedettes (abus des sirènes, marques extérieures des navires prescrites par le décret du 17 Avril 1928).

8° Eviter toute mesure officielle ou même officieuse, qui permettrait de faire croire que le port est uniquement ouvert aux fraudeurs; mais, suivant la position très fermement prise par le gouvernement local, aucune intrusion ~~maritime~~ de police étrangère ne peut être tolérée.

9° Maintien des taxations actuelles qui sont le résultat d'une longue mise au point: l'abaissement du droit sur les trois six était une faveur nouvelle pour les bootleggers, à peine défendable au point de vue financier local, et dangereuse au point de vue des relations avec Terre-Neuve.

10° En ce qui concerne les réadmissions en franchise, qui dépendent actuellement du seul examen, de la seule décision du chef du service des douanes, à la fois chef de la visite et directeur du service, leur développement anormal en 1930, me fait maintenir intégralement ma suggestion d'évocation par le Gouverneur des réadmissions de plus de 1000 caisses.

Les réadmissions s'élèveront en 1930 à 80.000 caisses et représentent plus de 800.000 frs d'opérations fort discutables. Si une hésitation subsiste sur les pouvoirs exacts du chef du service, la question pourrait être soumise à l'avis des Départements des Colonies et des Finances.

11° Le régime des manifestes restera le point le plus critiquable par les Etats-Unis et le plus difficile à défendre devant une opinion internationale. Le contrôle des certificats de débarquement visés par le chef du service et par le Gouverneur, paraît devoir limiter les faux certificats, ou du moins faire reporter leur charge sur l'administration étrangère qui peut les accepter.

Par contre, à mon avis, les manifestes de sortie qui indiquent seulement "un lot de marchandises diverses", alors qu'il s'agit et qu'il ne peut s'agir que de 3000 ou 4000 caisses de whiskys, ne peuvent être signés, en l'état, par un chef de service des douanes françaises, et revêtus d'une sorte d'approbation officielle. La rédaction que j'ai proposée constituerait déjà une large tolérance: "une cargaison de spiritueux, dont le détail à la déclaration connexe N° X du même jour".

12° L'absence de sanction et de contrôle pour les textes qui réglementent les magasins d'alcool gagnerait à être comblée: la douane peut-être chargée de cette surveillance, d'ailleurs sans grande sévérité.

13° Le régime du magasinage par la douane pourrait être refondu en même temps que certains tarifs du décret du 23 Avril 1914.

Il y aurait lieu de condamner le lot d'absinthe qui, depuis quinze ans, attend une solution administrative.

Trois stocks d'alcools entreposés depuis plus de 3 mois doivent être vendus: le rédacteur du décret de 1914, qui a prévu ce délai, ne pensait pas qu'on le suspendrait jusqu'à solution d'une instance en cassation, totalement étrangère aux marchandises en cause.

Telles sont les mesures de détail, conformes du reste, dans leur ensemble, à la politique de ferme tolérance, qui a été ~~très~~ très justement pratiquée vis à vis de ce commerce spécial par Monsieur le Gouverneur p.i. SAUTOT, que je crois devoir suggérer pour maintenir et renforcer la situation juridique et morale du

service local à l'égard de la contrebande de l'alcool.

L'évolution de la prohibition, tant aux Etats-Unis qu'au Canada et dans les pays voisins, ne peut être étudiée qu'assez malaisément de Saint-Pierre.

Conformément aux instructions du Ministre, j'ai envisagé (pages 55 à 57) quelques solutions, nullement désirables, mais qui doivent être étudiées, en vue de limiter ou supprimer le bootlegging. Je prierais Monsieur SAUTOT de bien vouloir me donner sur ces diverses solutions, son avis détaillé.

1° maintien de la liberté pour les alcools français.

2° relèvement des droits de douane sur les alcools étrangers.

3° contingentement des alcools étrangers.

4° Contrôle des manifestes (avec indemnité annuelle).

Saint-Pierre, le 22 Décembre 1930.

L'Inspecteur des Colonies,

Signé: G. GAYET.

En matière de commerce d'alcool, je n'ai fait que suivre, au centre de mes intérêts, la politique libérale de mes prédécesseurs, dans le cadre de mes réajustements administratifs et financiers, politique qui a toujours rencontré l'appui sincère mais ferme du Département des Colonies. J'ai eu l'occasion, une fois et une seule, de me rendre à Saint-Pierre, de discuter cette politique dans une lettre adressée le 5 Avril 1928 sous le N° 44 C à l'Ambassadeur de France à Washington en réponse à une demande de renseignements statistiques qu'il m'avait présentée de la part du Gouvernement américain.

-----o-----

L'importante question du commerce de transit de l'alcool à Saint-Pierre gagnait à être étudiée objectivement par une personnalité indépendante des contingences locales; les différents chefs de la Colonie qui se sont succédés de 1919 à ce jour ont été naturellement conduits à traiter de cette question du point de vue purement local en considérant sur tout l'intérêt immédiat des finances de la Colonie sans s'arrêter - bien qu'ils l'aient aperçu - au côté touchant la politique internationale et aux rapports de la Métropole avec les Etats-Unis. L'étude si complète qu'en a fait M. L'Inspecteur des Colonies, Chef de mission, en la dégagant de ses contingences exclusivement saint-pierraise, permet une mise au point nécessaire dans un cadre moins étroit et tout en défendant - ce dont je le remercie - dans ses grandes lignes la politique suivie jusqu'ici en la matière et en envisageant les solutions d'avenir qui pourraient être adoptées au pis aller dans le cas où des circonstances extérieures nous imposeraient de réduire ou de renoncer à un trafic auquel la Colonie doit sa prospérité actuelle.

En matière de commerce d'alcool, je n'ai fait que suivre, au cours de mon intérim, la politique libérale de mes prédécesseurs, dans le cadre de nos réglemens administratifs et fiscaux, politique qui a toujours rencontré l'appui discret mais ferme du Département des Colonies. J'ai eu l'occasion, une fois en mes deux années de commandement à Saint-Pierre, de définir cette politique dans une lettre adressée le 5 Avril 1929 sous le N° 44 C à l'Ambassadeur de France à Washington en réponse à une demande de renseignements statistiques qu'il m'avait transmise de la part du Gouvernement Américain.

Je réponds ci-après aux différents points visés dans la transmission de M. l'Inspecteur.

1° La convention franco-américaine du 30 Juin 1924 n'a pas été promulguée dans la Colonie. Peut-être a-t-on craint en 1927 quand elle a été rendu applicable par décret du 2 Avril, que sa promulgation dans la Colonie n'entraînât des difficultés qui, à l'heure actuelle, ne semblent plus être à redouter puisque sur une soixantaine de vedettes qui cherchent à Saint-Pierre trois seulement sont françaises. Je vais donc saisir le Département de cette promulgation qui pourrait être réalisée s'il n'y a pas d'objections du Pouvoir central.

2° et 3°.- Réglementation de la fabrication locale des alcools et application de la loi sur les fraudes.

Aucun texte en effet n'interdit actuellement la distillation dans la Colonie et si elle n'a point lieu c'est à cause de l'absence de matière première qui devrait être importée. Il est à craindre par contre que des commerçants peu consciencieux ne se livrent à des opérations de mélanges et de sophistication des alcools importés et à ce point de vue une réglementation serait utile. Mais il m'est difficile, alors que le Gouverneur titulaire est désigné et sur le point de rejoindre de légiférer moi-même sur une matière aussi importante, en l'absence d'un service des contributions indirectes et qu'il me paraît correct de soumettre à l'examen du chef titulaire de la Colonie.

Toutefois, la loi sur les fraudes et celle sur les appellations d'origine étant régulièrement promulguées à St-Pierre, je vais étudier d'accord avec M. le Chef du Service des Douanes les moyens de les appliquer efficacement aux spiritueux.

Pour répondre à une question particulière posée par M. l'Inspecteur des Colonies, Chef de Mission, j'indique que mon attention a été appelée courant 1929 par l'autorité mé-

dicale de Miquelon sur deux produits alors en vente dans cette commune et qui servaient à certains individus pour la préparation d'une boisson ressemblant à l'absinthe.

L'un de ces produits, un liquide, était livré en petits flacons d'une contenance de 3 centimètres cubes environ, renfermant 2 gr 75 de liquide. L'analyse que j'ai demandée au Département (Inspection Générale du Service de Santé) a établi qu'il s'agissait d'essence d'anis pure qui, dissoute dans l'alcool à 90°, donne un liquide spiritueux incolore lequel par addition de 4 volumes d'eau donne lui même un fort trouble opalescent blanchâtre correspondant à celui des similaires d'absinthe.

L'autre produit était une poudre dentifrice vendue sous le nom d'anizol qui, dissoute dans l'alcool à 60°, donne le même liquide louchissant à l'eau comme le précédent et présentant également le caractère des similaires d'absinthe.

Ni par la police, ni par des intermédiaires cachés, je n'ai pu découvrir le premier de ces produits soit dans le commerce soit dans les cafés de St-Pierre ou de Miquelon. Il est permis de supposer qu'il a été introduit en faible quantité par des gens venant du Canada. Le Maire de Miquelon et le Docteur de la localité ne m'ont plus signalé d'abus de ce côté.

Quant à l'anizol préparé par A DUBOIS de Paris, il est vendu dans le commerce sous la qualité d'elixir dentifrice accompagné d'une notice d'emploi. Il semble difficile de l'interdire car il faut déjà une certaine dépravation du goût pour consommer une mixture de cette espèce. Cela rappelle quelque peu les américains qui se sont mis à boire les lotions et parfums de toilette. Je n'ai d'ailleurs pas connaissance qu'on ait jamais usé à St-Pierre de cette boisson d'anizol.

4° Limitation de la vente de l'alcool aux marins et du nombre des licences de détail.

M. l'Inspecteur indique que les capitaines de navires auraient en horreur St-Pierre en raison du danger que l'alcool y ferait courir à leurs équipages. Je ne pense pas que cela soit le motif véritable pour lequel certains capitaines préfèrent à St-Pierre les escales de St-Jean de Terre-Neuve ou de Sydney. La vraie raison est plutôt dans les "commissions" que perçoivent les capitaines sur les fournitures dans ces ports étrangers et en particulier sur le charbon. A Sydney plus spécialement, cette "commission" serait allouée aux capitaines en facturant aux armateurs un tonnage de charbon supérieur aux quantités livrées, la différence représentant la "commission" des capitaines. Mais ceux-ci sont bien obligés de masquer l'opération illicite en mettant sur le compte des dangers que fait courir aux équipages l'alcool de St-Pierre, leur prédilection pour les escales de Sydney et de St-Jean.

A vrai dire, les marins ne s'ennivrent pas plus à St-Pierre que dans nos ports de la Métropole ou dans les ports étrangers. En ce qui concerne les marins français, on peut ajouter que leur ivresse facile est due pour une part aux longues privations de leur pénible séjour sur les bancs au cours duquel leur organisme s'est, en quelque sorte, déshabitué de l'usage du vin ou de l'alcool si bien que la moindre beuverie quand ils arrivent à terre les enivre. Quant aux marins anglais et américains qui fréquentent notre port et qui sont parmi les clients les plus assidus des cabarets saint-pierrais, ce sont en général des ivrognes invétérés qu'on rencontre ivres même dans les rues d'un port pourtant "demi-sec" comme Halifax.

Ici encore j'ai le devoir de défendre la population et la jeunesse de la Colonie contre les imputations gratuites

qu'on leur fait trop souvent de s'adonner à la boisson. Dans l'ensemble les Saint-Pierrais sont sobres en dépit du stock formidable d'alcool entreposé dans notre port. Ici encore l'attrait du fruit défendu subit, en sens favorable cette fois, la loi naturelle!

Sur 54 condamnations pour ivresse prononcées par le Tribunal de simple police de Saint-Pierre en 1929, on n'en relève que 2 intéressant des originaires de la Colonie. En 1930, 13 Saint-Pierrais ont été condamnés pour ivresse sur 31 condamnations.

Le Contrôle s'est élevé contre le nombre exagéré de licences de détail. Je dois ici expliquer le but poursuivi par mon arrêté du 22 Novembre 1929 qui, je le reconnais, n'a pas été atteint. Jusqu'en 1929, le commerce de détail de boissons dites hygiéniques était libre. Il n'était soumis ni à la licence, ni à la surveillance appliquée aux débits de boissons. Aussi les tenanciers n'hésitaient-ils pas à servir des boissons alcooliques aux consommateurs qui pouvaient impunément se faire servir à des heures tardives puisque ces débits n'étaient pas soumis à une heure de fermeture obligatoire. C'est pour les assimiler aux cabarets et les soumettre à la police applicable à ceux-ci, que j'ai créé une licence spéciale de 50 francs de "débitants de boissons hygiéniques ou de boissons alcooliques titrant moins de 20° degrés à consommer sur place".

Pour remédier à la situation, les mesures suivantes vont être prises dès maintenant:

- 1° Refus de toute licence nouvelle.
- 2° Retrait de la licence à tout débitant surpris en contravention (fermeture tardive, présence de consommateurs ivres, vente de boissons titrant plus de 20°).
- 3° Renforcement de la surveillance de ces débits.
- 4° Contrôle des consommations. Prélèvement d'échantillons.

Ces mesures permettront, je l'espère d'améliorer rapidement la situation.

L'autorité locale n'a cessé d'être sollicitée en ces dernières années par le commerce local et ses représentants au sein du Conseil d'Administration et de la Chambre de Commerce pour obtenir l'admission des rhums étrangers (on visait surtout les Demerara) et l'abaissement des droits sur le trois-six.

Certains commerçants et non des moindres entreprirent même des démarches auprès de certaines personnalités politiques à Paris et en dehors de l'Administration locale, pour appuyer leur demande auprès du pouvoir central.

Je reviendrai tout à l'heure sur la question de l'abaissement des droits sur les trois-six pour répondre dès maintenant au paragraphe 5° du rapport de M. l'Inspecteur.

5° Refus de toute extension des dérogations même pour les rhums Demerara et les vodkas.

Je viens d'indiquer les démarches entreprises directement à Paris par certains commerçants Saint-Pierrais pour obtenir l'admission des rhums étrangers. Il est exact que nos rhums antillais ne se vendent que difficilement aux Etats-Unis où la clientèle leur préfère les rhums étrangers à plus forte teneur alcoolique, type Demerara.

Personnellement j'ai résisté le plus possible à la pression des assemblées et du commerce local sur ce point et je n'ai fait aucune démarche auprès du Département, pendant mon intérim pour obtenir l'admission des rhums Demerara.

Cependant quand est intervenue entre la France et la République cubaine la convention commerciale du 6 Novembre 1929, admettant en France un contingent annuel de 500 hectolitres de rhum cubain, j'ai pensé qu'il pourrait être opposé

tun de saisir l'occasion de cette convention pour donner au commerce Saint-Pierrais une demi-satisfaction en lui permettant d'importer, lui aussi, dans la Colonie une certaine quantité de rhum de Cuba (voir ma lettre au Département N° 495 du 9 Décembre 1929). Le Département a bien voulu faire droit à ma requête et, d'accord avec le Ministère des Affaires Etrangères, il a, en fait, abandonné au profit de notre petite Colonie la presque totalité du contingent accordé en 1930 à la Métropole par la Convention du 6 Novembre 1929 : 466 Hl 72 sur 500 Hl (Câblogramme du Département N° 50 du 11 Septembre 1930) à livrer par la Maison BACCARDI de Santiago de Cuba.

Dans mon esprit et sans doute dans la pensée aussi du Ministère, cette autorisation d'importer du rhum cubain devait profiter à l'ensemble des commerçants de la place. En fait la Maison BACCARDI livra la totalité du contingent autorisé à une seule Maison de Saint-Pierre, la NORTHERN EXPORT (Maison anglaise représentée ici par le sieur ROSEBOURNE qui en complicité avec M. Paul CHARTIER, membre de la Chambre de Commerce et membre du Conseil d'Administration, avait depuis longtemps pressenti BACCARDI pour l'achat de tout le stock autorisé.

Cet accaparement par M.M. ROSEBOURNE-CHARTIER fut évoqué devant la Chambre de Commerce dans sa séance du 2 Octobre 1930 à laquelle d'ailleurs n'assistait pas M. CHARTIER, et sévèrement jugé. J'en avais rendu compte déjà au Département par lettre N° 514 du 29 Septembre 1930.

Devant ce procédé qui a réservé le profit exclusif de l'opération à une maison étrangère au détriment du véritable commerce saint-pierrais, j'émetts un avis nettement défavorable à l'admission d'un nouveau contingent de rhum cubain en 1931 et je conclus, avec le Contrôle, au refus de toute autorisation d'importation de rhum étranger (Demerara, cubain ou autres) à Saint-Pierre car de telles importations ne fe-

raient que de jeter le trouble (l'expérience de 1930 est concluante) dans le commerce local, sans parler de l'intérêt supérieur, indiqué avec tant de netteté par M. l'Inspecteur, de ne prendre aucune mesure nouvelle qui puisse être mal interprétée par le Gouvernement américain.

En ce qui concerne le vodka polonais, je rappellerai que j'ai reçu le 24 Octobre 1930 d'un comte SWIEYKOWSKI de Montréal, le télégramme ainsi conçu:

"Par avis du Consulat Général de France Montréal, je vous prie de m'indiquer si aucune restriction imposée pour admission à St-Pierre du vodka 45 degrés manufacturé par le Monopole des alcools d'Etat polonais."

Le Chef du Service des Douanes consulté par moi soutint que le vodka étant une eau de vie de grain, rentrait dans la catégorie des whiskys et qu'il pouvait être admis en application de la dérogation du décret du 18 Avril 1922 sur les whiskys et les genièvres d'origine étrangère. Je me refusai à admettre cette thèse sans avoir consulté le Département auquel j'adressai alors mon câblogramme N° 78 du 25 Octobre 1930.

Mais avant même d'avoir reçu le 30 Novembre 1930 la réponse du Ministre (Dépêche N° 1855 du 6 Novembre 1930) infirmant d'ailleurs la thèse soutenue par le Chef du Service des Douanes, j'écrivais le 18 Novembre au comte SWIEYKOWSKI pour lui faire connaître que "le vodka ne figurait pas parmi les alcools étrangers dont l'importation dans la Colonie est autorisée et qu'il n'était pas dans les intentions de l'Administration locale d'autoriser de nouvelles dérogations

J'ai donc en cette affaire - et le Contrôle voudra bien le reconnaître - agi avec prudence.

6° Mise au point des observations transmises de Vancouver aux Affaires Etrangères sur le développement du boëtlegging à Saint-Pierre.

J'ai fait le nécessaire auprès du Département des Colo-

nies par ma lettre N° 655 du 31 Décembre 1930 dont copie a été remise à M. l'Inspecteur et dans laquelle j'ai relevé les exagérations de M. le Consul SUZOR qui sont d'autant moins permises que notre représentant à Vancouver connaît bien Saint-Pierre où il s'est marié alors qu'il était consul à St-Jean de Terre-Neuve.

7° Police plus stricte du Port en ce qui concerne les vedettes.

Pour ce qui est de la marque extérieure d'identité des navires, j'invite par écrit les chefs de service des Douanes de l'Inscription Maritime et le Capitaine de Port à veiller chacun de son côté à l'observation du décret du 17 Avril 1928 qui a été promulgué dans la Colonie par un arrêté du 3 Août 1929. Les consignataires vont être prévenus d'avoir à prier les capitaines de se mettre en règle, faute de quoi ils s'exposeront aux pénalités édictées par l'article 78 de la loi du 17 Décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la Marine Marchande.

En ce qui concerne l'abus des signaux sonores par les vedettes en question je suis intervenu déjà auprès du Capitaine de Port, qui m'a déclaré alors être désarmé sur ce point, le décret du 14 Novembre 1926 portant règlement sur la police du port étant muet sur l'emploi des signaux sonores par les navires. Il est regrettable en effet que ce texte n'ait pas réglementé la matière. Je vais faire intervenir également sur ce point auprès des capitaines.

8° dans le même ordre d'idées, je vais autoriser la publication dans les statistiques d'entrée et de sortie du port de Saint-Pierre, des mouvements des bateaux transportant de l'alcool à partir de 100 tonneaux; mais je crois qu'il est prudent de ne pas donner de renseignements officiels sur les mouvements des bateaux de moins de 100 tonneaux qui comprennent en fait la plupart des vedettes de "fraude".

M. l'Inspecteur a bien voulu noter que le Gouvernement local a pris une position ferme contre toute intrusion de police étrangère dans notre port. L'incident du détective TOBIN de la douane anglaise de St-Jean en 1929 comme la venue des cuters américains aux abords de Saint-Pierre en 1927 montrent les moyens d'investigation auxquels nos voisins n'hésitent pas à recourir.

L'Administration doit toutefois allier en cette matière la correction et le sang-froid à la fermeté et non pas suivre les suggestions impulsives, intéressées et maladroites de certains commerçants locaux qui voudraient que le Chef de la Colonie employât des moyens extra-légaux contre tous étrangers qui leur paraissent suspects d'être prohibitionnistes. Saint-Pierre, ne l'oublions pas, doit vivre aussi d'une industrie plus saine et plus morale que le commerce de l'alcool: le tourisme et ce n'est pas par des mesures maladroites vis à vis de certains étrangers qui n'appartiennent pas à la "chapelle" du bootlegging qu'on encouragera le mouvement touristique étranger dans nos îles. Je me suis toujours opposé à ces exagérations et j'ai toujours appliqué - je crois pouvoir l'affirmer - une politique très libérale vis à vis des étrangers désirant visiter ou séjourner dans la Colonie. Si j'ai dû vis à vis de quelques uns user de fermeté, je l'ai fait avec correction et courtoisie; c'est ce que j'ai pu expliquer nettement dans mon rapport au Département N° 458 du 6 Novembre 1929 sur l'affaire TOBIN, détective de la douane anglaise venu enquêter clandestinement à Saint-Pierre.

9° Maintien des taxations actuelles - renonciation à l'abaissement du droit sur les trois-six.

Comme je l'ai indiqué ci-dessus, cette question de l'abaissement des droits sur les trois-six a fait l'objet en ces dernières années de démarches pressantes du commerce local tant auprès du Chef de la Colonie qu'à Paris.

J'ai rendu compte au Département dans mon rapport de présentation du projet de budget de l'exercice 1930 (N° 566 du 26 Novembre 1929) et par ma lettre spéciale N° 364 du 17 Juillet 1930 de la position prise dans l'objet par la commission de revision des taxes fiscales que j'ai réunie en Octobre 1929 sous la présidence de M. le Trésorier-Payeur LAMBERTH.

Cette commission qui proposait - M. l'Inspecteur l'a relaté dans son rapport - d'abaisser la taxe de consommation sur les trois-six de 100 frs à 2 frs par hectolitre à 89°, concluait ainsi son procès-verbal: "En conséquence la commission à l'unanimité croit devoir suggérer au Gouverneur de prendre en Conseil d'Administration un arrêté ramenant à deux francs par hectolitre le droit de consommation sur le trois-six d'origine étrangère et de soumettre cet arrêté à M. le Ministre des Colonies en faisant valoir les raisons qui militent en faveur de son approbation".

Malgré plusieurs autres pressantes sollicitations qui me furent présentées fin 1929 et début de 1930 au sein même du Conseil d'Administration, je n'ai pas cru devoir suivre les conseils de la commission LAMBERTH car il ne m'échappait pas que l'abaissement demandé était grossièrement exagéré et que, surtout, il y avait à tenir compte, pour l'autorité supérieure, non seulement de l'intérêt purement Saint-Pierrais mais encore du côté moral de la question et de son côté politique intéressant nos rapports avec les Etats-Unis. C'est ce qui m'a fait écrire dans un nouveau rapport adressé au Département le 17 Juillet 1930 sous le numéro 364 en réponse à son câblogramme N° 37 du 26 Juin précédent:

"Dans tout cet exposé, je ne me suis placé bien entendu qu'au point de vue du développement des affaires commerciales de la Colonie et de l'intérêt immédiat de ses finances. J'ai laissé de côté le point de vue politique et moral. Le côté politique de la question, déborda évidemment le territoi-

re de notre petite colonie puisque, en somme, il touche à nos relations avec les Etats-Unis. Nos rapports politiques et commerciaux avec la Grande République américaine sont-ils de nature à nous permettre de ne considérer, en la question qui nous occupe, que le développement des affaires de notre petite colonie de Saint-Pierre et Miquelon et de profiter pour les étendre de l'occasion exceptionnellement favorable qu'est pour elle la prohibition américaine? ... "

Après avoir ainsi défini mon rôle en cette affaire, - nettement dégagée par l'étude du Contrôle des contingences locales pour être judicieusement située dans le cadre de la politique internationale - je n'ai aucun scrupule à déclarer que je me rallie entièrement aux conclusions de M. l'Inspecteur des Colonies, Chef de Mission, et que j'estime qu'il est préférable de se refuser à toute mesure nouvelle qui pourrait être considérée par les Etats-Unis comme un nouvel encouragement à la fraude par le commerce saint-pierrais, les inconvénients politiques qui pourraient en résulter contrebalançant par trop les avantages budgétaires que pourrait en retirer la Colonie.

10° Facilités douanières.- Réadmissions en franchise.

J'ai indiqué en effet dans ma lettre au Département en date du 17 Juillet 1930 relative aux droits sur les trois-six, que le port de Saint-Pierre offrait aux navires transporteurs d'alcool les avantages suivants sur celui de Saint-Jean de Terre-Neuve: main-d'oeuvre moins chère, ravitaillement en provisions de bord moins onéreux, formalités douanières moins gênantes.

Peut-être en ces derniers mois le prix de la main-d'oeuvre à Saint-Jean a-t-il diminué du fait de la crise économique! mais il est certain qu'en temps normal, Saint-Pierre dispose toujours d'une main-d'oeuvre abondante provenant de la côte sud de la grande île voisine et plus spécialement des localités toutes proches de Burin, Lamaline et For-

Quant aux facilités de ravitaillement à Saint-Pierre, elles sont indéniables et moins onéreuses qu'à Saint-Jean qui comme Saint-Pierre reçoit tout de l'extérieur mais dont les droits de douanes sont beaucoup plus élevés.

Il n'en est pas moins certain, comme l'indique M. l'Inspecteur, que c'est surtout la simplification des formalités douanières qui a fait jusqu'ici préférer notre port par les commerçants d'alcool non pas qu'ils y trouvent des complaisances coupables mais du fait des tolérances permises par nos textes douaniers moins rigides que chez nos voisins.

Je dois cependant m'élever, avec le Contrôle, contre une facilité dont M. le Chef du Service des Douanes s'est réservé la décision et qu'il accorde exagérément: celles des réadmissions en franchise. Cette question ne soulèverait aucune difficulté si les textes douaniers ne désarmaient en fait dans les Colonies le Gouverneur au profit du Chef du service des Douanes. Que dans les grandes colonies où l'emploi de Chef du Service des Douanes est tenu par un fonctionnaire de haut grade, ancien dans le service, doué de par son âge et son long passé administratif d'une grande expérience, une certaine indépendance et un pouvoir étendu de décision soient laissés à ce Chef de service, je le conçois encore, mais, comme c'est le cas à Saint-Pierre et Miquelon, qu'un jeune fonctionnaire de 28 ans, presque au bas de l'échelle administrative et comptant moins de 10 ans de service puisse arguer de textes généraux des douanes pour décider de sa propre autorité de réadmissions de chargements d'alcool entraînant une exemption totale de droits de 800.000 frs, et qu'il laisse dans l'ignorance de Chef responsable de la Colonie, de faits débordant du cadre douanier, qui non seulement touchent à la politique générale de la Colonie mais encore peuvent intéresser les rapports de la France avec les États-Unis, c'est là une chose inadmissible quelles que soient d'ailleurs l'honnêteté et la conscience profession-

nelles du Chef de service en cause.

Il ne peut appartenir en effet au seul Chef du Service des Douanes d'appliquer, ce qu'il reconnaît être une mesure de bienveillance, quand cette mesure doit s'étendre à des milliers de caisses d'alcool. Aussi, bien que M. LAURELLI affirme que les autorisations de réadmissions en franchise soient de ses seules attributions, je l'invite par écrit à saisir désormais le Chef de la Colonie de toute demande de l'espèce, comme le propose le contrôle, portant sur des quantités d'au moins 1000 caisses. Car si le Chef de service doit en connaître au point de vue strictement douanier, le Gouverneur seul peut juger de l'opportunité qu'il peut y avoir au point de vue politique et moral à accorder ou à refuser la réadmission.

Pour que la question des pouvoirs exacts du Chef du service des Douanes en la matière soit tranchée d'une façon définitive, je vais, en même temps, la soumettre au Département.

11° Je vais de même demander au Chef de service de suivre les suggestions du contrôle en ce qui concerne la rédaction des manifestes de sortie qui devront se référer à une déclaration connexe donnant le détail du chargement. Il est en effet extrêmement désagréable pour une administration française si foncièrement honnête d'être amenée à employer des imprécisions qui semblent la rendre complice d'un acte délictueux, alors que nos ventes d'alcool à Saint-Pierre sont parfaitement licites. La crainte exprimée par le Chef du Service des Douanes de nous voir exposés à des demandes de renseignements détaillés sur les cargaisons de la part des douanes américaines ne semble pas être un empêchement dirimant à la mesure envisagée. Il sera toujours loisible à l'autorité locale de donner ou de refuser, avec correction, les renseignements demandés, comme nous l'avons fait maintes fois pour des demandes de renseignements statistiques.

12° Contrôle des magasins d'alcool.- J'estime devoir réserver cette question pour étude et décision par le Gouverneur titulaire comme celle de l'organisation visée plus haut de la réglementation de la fabrication de l'alcool. Il s'agit là en effet de toute une réglementation qu'il m'est difficile d'entreprendre à quelques semaines de l'arrivée du Chef titulaire de la Colonie.

13° Par contre la refonte du régime du magasinage par la douane n'étant qu'une modification à un texte existant, je me crois autorisé à la réaliser avant mon départ et je la mets à l'étude en même temps que le relèvement des droits de douane sur certains articles.

En ce qui concerne le lot d'absinthe en dépôt depuis 15 ans dans le magasin de la douane de St-Pierre, je prends des dispositions pour sa condamnation et sa destruction dans le plus court délai et je m'entends avec M. LAURELLI pour la vente des lots d'alcool entreposés depuis plus de 2 mois.

Le commerce de transit de l'alcool a permis à la Colonie en ces dernières années d'équilibrer facilement son budget qui auparavant nécessitait une subvention de la Métropole, de constituer une caisse de réserve qui atteint une vingtaine de millions et de réaliser depuis 1925 un programme d'importants travaux d'amélioration du port de Saint-Pierre. Cette richesse passagère est d'autant plus précieuse qu'elle laisse dans la population un chiffre élevé de salaires précisément dans une période où la pêche est des plus aléatoires.

Nul doute que si le trafic de l'alcool cessait subitement, il n'en résulte une grande gêne dans la population qui trouverait difficilement à vivre sur place; quant à l'administration, elle se trouverait de nouveau en face de budgets déficitaires et dans l'impossibilité d'achever le programme

des travaux d'équipement du port en voie de réalisation.

Aussi, est-il grandement désirable que ce trafic se maintienne pendant plusieurs années. Il faut pour cela éviter comme le suggère M. l'Inspecteur toutes mesures qui seraient susceptibles de l'arrêter non seulement en ne faisant rien qui puisse pousser les Etats-Unis à exercer une pression sur nous, mais encore et, par contre, en ne changeant rien à la réglementation actuelle de ce commerce à St-Pierre si ce n'est les quelques mises au point de détail préconisées par le contrôle et auxquelles je me suis rallié bien volontiers.

M. l'Inspecteur des Colonies, Chef de Mission, a étudié en conclusion de son rapport, les solutions à envisager pour le cas où des circonstances indépendantes de notre volonté, nous imposeraient dans l'avenir de limiter ou de supprimer les exportations de spiritueux du port de Saint-Pierre.

La première de ces solutions, le relèvement des droits, bien qu'étant peu souhaitable à'ici longtemps, est celle qui, semble-t-il, serait la moins choquante pour notre amour propre national. Il faut en effet faire entrer en ligne de compte en cette affaire notre souveraineté sur l'archipel de Saint-Pierre et Miquelon et notre désir d'y être les maîtres sans immixtion de l'Etranger. Nous avons donc le droit d'y vendre de l'alcool à qui vient nous en demander, serait-ce les bootleggers américains; car, suivant le point de vue judicieusement défendu par les différents Chefs de la Colonie, il n'y a point fraude à Saint-Pierre; la fraude commence dans les eaux américaines et nous avons d'autant moins à nous en préoccuper qu'elle est faite par des bateaux étrangers.

Si cependant l'administration française se voyait contrainte de donner une satisfaction à la prohibition américaine, le principe de notre souveraineté serait sauvegardé en adoptant un relèvement des droits sur les alcools étrangers, car nous n'avons aucune raison de charger les produits français.

En cas de nécessité il serait donc possible d'augmenter les droits sur les alcools étrangers; bien que les bootleggers aient alors la ressource dont ils ne manqueraient pas de profiter d'augmenter d'autant, sinon plus, le prix de livraison aux Etats-Unis, cette mesure ne serait pas sans faire courir un certain alés à la Colonie, car il est difficile de prévoir quelle serait la conséquence d'un relèvement important des droits.

C'est ainsi donc que, dans cette hypothèse, et pour ne pas placer Saint-Pierre en situation moins favorable que ses concurrents anglais étrangers des Bermudes, de Nassau et de Belize, il paraîtrait alors indispensable de ne pas consentir d'abaissement de droits dans notre Colonie, sans qu'une mesure identique ne soit prise en même temps dans ces grandes places anglaises du bootlegging.

La deuxième solution envisagée par le contrôle: contingentement annuel basé sur la moyenne des importations des trois dernières années garantirait les intérêts de la Colonie et de la population en assurant au budget une recette importante et connue et à la main-d'oeuvre des salaires non moins certains, comme maintenant. L'inconvénient de ce système serait de dresser les commerçants les uns contre les autres pour la répartition du contingent et aussi de porter, en fait, atteinte à la liberté commerciale.

C'est pourtant à lui que vont mes préférences parce qu'il offre moins d'alés que les autres pour les finances de la Colonie que j'ai le devoir de ne pas perdre de vue.

Quant à la troisième solution visée par l'Inspection: contrôle des manifestes avec caution garantissant un débarquement non frauduleux, je la trouve inacceptable d'abord parce qu'elle ruinerait en effet le trafic actuel, mais encore parce qu'elle va à l'encontre du principe toujours défendu ici qu'il n'y a pas de fraude à Saint-Pierre. Accepter le contrôle des manifestes ne serait reconnaître que nous

nous livrons dans la Colonie à un commerce illicite et ce serait la négation de notre souveraineté. Il constituerait une imitation inacceptable des Etats-Unis dans nos affaires.

Comme pis aller, une rente annuelle comme celle de l'Inde pour le sel suggère M. l'Inspecteur. Ce serait peut-être pour le budget local une compensation, mais elle ne pourrait remplacer dans la population les avantages incontestables que celle-ci retire du commerce de l'alcool. Ce n'est donc qu'à la toute dernière extrémité qu'il nous faudrait accepter cette solution./.

Saint-Pierre, le 6 Janvier 1931.

Le Gouverneur p. i.,

Signé: H. SAUVOT.

-----000-----